

Confidentiel/vertraulich

Bern, den 5. Februar 1992

NATIONALRAT  
Aussenpolitische Kommission

---

HAUPTPROTOKOLL            der Sitzung vom 17. Januar 1992  
                                 9.00 - 12.20 Uhr  
                                 in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TAGESORDNUNG            Siehe Seite 2  
ORDRE DU JOUR            Voir page 2

TEILNEHMER              Präsident : Rychen  
                                 Anwesende Mitglieder : Bär, Bäumlin,  
                                 Berger, Bircher Silvio, Bortoluzzi (ersetzt  
                                 Fischer-Häggingen), Caccia, Cavadini  
                                 (ersetzt Aubry), Columberg, Frey Walter,  
                                 Grendelmeier, Haller, Maitre, Matthey  
                                 (ersetzt Ziegler), Mauch Rolf(ersetzt Frey  
                                 Claude), Moser, Mühlemann, Nabholz,  
                                 Rebeaud, Ruffy, Scheidegger, Segmüller,  
                                 Stamm Judith (ersetzt Oehler), Steffen,  
                                 Vollmer, Wyss Paul

Entschuldigt : Eggly

Andere Teilnehmer :  
                                 - Traktandum 1 :  
                                 Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA  
                                 Botschafter Ducrey, EDA  
                                 Minister Godet, EDA  
                                 - Traktandum 2 :  
                                 Staatssekretär Blankart, Direktor BAWI/EVD  
                                 Botschafter Kellenberger, Chef  
                                 Integrationsbüro, EDA/EVD  
                                 - Traktanden 1,3,4 :  
                                 Herr R. Schaller, Generalsekretär EDA  
                                 - Traktandum 5 :  
                                 Frau Dr. Monique Dubois, Stv.Direktorin des  
                                 Ressorts Internationale Währungsbeziehungen  
                                 der Schweizerischen Nationalbank  
                                 Herr Colombo, Stv. Chef Integrationsbüro  
                                 EDA/EVD  
                                 Herr Beglinger, Finanz-und Wirtschafts-  
                                 dienst EDA  
                                 Herr Stücheli, EDA

Kommissionssekretär : Herr A. Aebi

Protokoll : Frau I. Stauffer (d)  
                                 Frau H. Baessler (f)



## TAGESORDNUNG

1. 91.3279 Mo.SR (Zimmerli) Neuformulierung der Ziele und Mittel der Schweizerischen Aussenpolitik
2. Ergebnisse der Beratungen der EWR-Chefunterhändler vom 15-1-1992 betreffend das Gutachten des Europäischen Gerichtshofes zur EWR-Gerichtsbarkeit  
(siehe Teilprotokoll 1)
3. Vorbereitung der Sitzung vom 10./11.2.1992  
(Siehe Teilprotokoll 2)
4. Verschiedenes  
(siehe Teilprotokoll 2)
5. Anhörung von Frau Dr. Monique Dubois, SNB  
zu den Themen :
  - Auswirkungen des EWR auf die Schweizerische Geld- und Währungspolitik
  - Auswirkungen einer Europäischen Währungsunion auf die Schweiz
 (siehe Teilprotokoll 3)

## ORDRE DU JOUR

1. 91.3279 Mo.CE (Zimmerli) Reformulation des objectifs de la politique étrangère de la Suisse et des moyens dont elle disposera
2. Résultat des entretiens du 15 janvier 1992 du Groupe de négociations à haut niveau sur l'EEE relatif à l'avis de la Cour de justice des Communautés européennes concernant les dispositions juridictionnelles du Traité EEE  
(voir procès-verbal particulier 1)
3. Préparation de la séance des 10/11.2.1992  
(Voir procès-verbal particulier 2)
4. Divers  
(Voir procès-verbal particulier 2)
5. Audition de Mme Monique Dubois, BNS, sur les thèmes suivants :
  - Conséquences du Traité EEE sur la politique monétaire de la Suisse
  - Conséquences d'une Union monétaire européenne sur la Suisse
 (Voir procès-verbal particulier 3)

1. 91.3279 Mo.CE (Zimmerli) Reformulation des objectifs de la politique étrangère de la Suisse et des moyens dont elle disposera

91.3279 Mo.SR (Zimmerli) Neuformulierung der Ziele und Mittel der Schweizerischen Aussenpolitik

M. Felber, président de la Confédération : Le but de la motion Zimmerli, acceptée par le plénum du Conseil des Etats, était de permettre, par une modification de l'article 2 de la constitution, d'ouvrir une vaste discussion sur la politique étrangère, ses problèmes, ses buts et ses moyens. Cette motion vise l'inscription, dans un seul article de la Constitution, d'une série de dispositions qui définiraient la politique étrangère suisse et laisseraient ensuite le Conseil fédéral, à l'intérieur de celles-ci, mener sa politique étrangère jour après jour. Dans cette motion, on demande d'inscrire à titre d'*objectifs*:

- le maintien de l'indépendance de la Suisse, (c'est-à-dire de sa souveraineté, au sens où elle demeurera un Etat souverain reconnu comme tel par la communauté internationale et un membre à part entière de celle-ci;
- le maintien pour la Suisse du droit de disposer d'elle-même, au sens où nul autre qu'elle ne décidera de sa participation au processus de codécision sur le plan international;
- la sauvegarde des intérêts de notre pays en matière de sécurité;
- reconnaître que la politique active en faveur de la paix est un objectif intrinsèque de notre politique étrangère;
- proclamer la foi de la Suisse en la solidarité internationale;
- compléter la prospérité mentionnée audit article par l'engagement de la Suisse en faveur de l'application des Droits de l'homme.

La motion propose en outre les *moyens* suivants :

- la coopération internationale;
- la neutralité à redéfinir (tout au moins là où elle sert à assurer le maintien de la paix et à faire respecter les Droits de l'homme);
- l'universalité de nos relations extérieures et,
- notre disponibilité, instrument essentiel de la sauvegarde de notre indépendance.

Le Conseil fédéral a examiné avec attention ladite motion et constate que même si l'idée est de donner au Conseil fédéral des moyens en faveur d'une nouvelle politique étrangère à travers l'adoption de nouvelles dispositions constitutionnelles, il s'agit d'une entreprise de vaste portée, qui fixe dans la constitution des choix politiques fondamentaux. Comme nous l'avions déjà relevé lors de notre discussion de la motion du Conseil national sur la politique étrangère de la Suisse, la question de l'introduction de dispositions constitutionnelles qui fixent des programmes et des objectifs est toujours extrêmement délicate. Il s'est avéré qu'au sein de la commission d'experts qui avait dû discuter de la revision totale de la Constitution, cette idée avait été lancée et examinée. On en était arrivé, lors de l'expertise, à la conclusion qu'il valait mieux ne pas imposer dans la constitution de programme de politique extérieure.

La motion pose en effet la question de savoir s'il est conforme aux intérêts du pays d'énoncer expressément dans la constitution des objectifs de politique étrangère assortis de moyens déterminés de les atteindre. Par leur précision même, ces objectifs et ces moyens risquent de revêtir un caractère normatif ou programmatique par trop contraignants pour permettre de faire face de manière appropriée à des événements extérieurs dont ils dépendent largement et dont nous ne sommes absolument pas maîtres. Le danger paraît d'autant plus réel que l'équilibre géopolitique international

subit actuellement, en particulier sur le continent européen, une mutation aussi accélérée que profonde. Or, le motionnaire insistait pour définir dans la constitution le programme politique européen de notre pays. De ce côté, nous pouvons dire que sitôt après la conclusion des négociations sur l'EEE, que nous devons encore ratifier après la nouvelle ouverture, alors que se profilent de nouvelles adhésions à la CE, la Suisse doit arrêter clairement sa position quant au processus d'intégration. Il ne fait aucun doute qu'à l'avenir, la politique étrangère de notre pays sera fonction de ses relations avec les Etats du continent européen, tout particulièrement avec la CE, qui s'élargissant, deviendra pratiquement le pôle de la politique européenne.

Dans ce contexte, les autorités fédérales auront à prendre une série de décisions fondamentales qui seront soumises à l'approbation du Parlement : le Traité EEE, le paquet de modifications législatives que l'on appelle Eurolex, la discussion et le débat sur l'intégration, puis, le cas échéant, quelques années après, la discussion et l'adoption d'une position concernant l'intégration à la CE.

Le Conseil fédéral est prêt à soumettre à l'Assemblée fédérale, au cours de la prochaine décennie, un rapport sur la conception suisse de la politique étrangère qui traitera des problèmes politiques, économiques, écologiques, démographiques, militaires et sociaux. Nous considérons que ce rapport, qui est indépendant de tous les rapports liés au problème de l'intégration de la Suisse à l'Europe - soit à l'EEE, soit à la CE -, devra permettre d'ouvrir une large discussion sur la politique étrangère, sur l'engagement de la Suisse dans ce domaine, ainsi que sur le poids de plus en plus important de la politique étrangère dans la politique intérieure suisse. Sur ce dernier point, l'on observe un mouvement inverse à celui que nous connaissions jusqu'à présent, où la politique intérieure conditionnait notre politique étrangère; maintenant, c'est la politique étrangère qui interpelle constamment notre pays, dont la politique intérieure doit pouvoir répondre à ces interpellations.

Telle sont les raisons de proposer de ne pas inscrire un programme de politique étrangère dans la constitution et de transformer la motion Zimmerli en postulat.

Präsident: Darf ich Sie vor Diskussionsbeginn kurz auf die rechtliche Situation aufmerksam machen? Nach GVG haben wir folgende Möglichkeiten: Wir können die Motion annehmen; dann ist sie als Motion überwiesen. Wir können sie auch umwandeln in ein Postulat; dann ist sie als Postulat der beiden Räte überwiesen. Oder wir können die Motion ablehnen, und dann ist sie erledigt.

Steffen: Ich würde vorschlagen, nicht heute schon über eine Ueberweisung zu entscheiden, sondern erst, wenn wir wissen, ob wir über den EWR abstimmen werden.

Präsident: Sie stellen somit einen Ordnungsantrag. Ordnungsanträge sollte man an sich sofort zur Abstimmung bringen, aber in diesem Falle scheint es mir vernünftiger, dies erst nach der Diskussion zu tun. Zu Herrn Wyss: Es handelt sich nicht um die gleiche Motion, die die Kommission für auswärtige Angelegenheit letztes Jahr überwiesen hat.

Frau Haller: Ich betrachte den Antrag von Herrn Steffen nicht bloss als einen Ordnungsantrag, sondern als einen materiellen Antrag, das Geschäft zu verschieben.

Mauch Rolf: Es scheint mir symptomatisch - nicht sympathisch -, dass die Motion Zimmerli in der ständerätlichen Kommission ohne ein Wort der Diskussion überwiesen worden ist. Ich weiss nicht, ob im Ständerat die Kollegialität bereits soweit fortgeschritten ist, oder ob professoralen Auffassungen fast schon Gesetzeskraft

zukommt. Ich lehne die Motion aus folgenden Gründen ab: Schon der Wortlaut weckt die schlimmsten Befürchtungen, nämlich dass hier auf Verfassungsebene ein Programm ausgearbeitet werden soll. In letzter Zeit haben zwar Vertreter der Aussenpolitik schon einige Sprünge unter das Schweizervolk gebracht, so dass eine gewisse Bindung nötig erscheint; andererseits hat bei uns der Souverän immer alles wieder an den richtigen Ort gerückt. Zudem würde diese Motion eine unermessliche Diskussion auslösen, von einem Umfang, der das sprengt, was nach bisher herrschender Auffassung vom Parlament bewältigt werden kann. Was Herr Zimmerli fordert, nämlich unter anderem das Aufstellen "von Kriterien für die Abwägung dieser Ziele untereinander", wäre das Thema für ein staatsrechtliches Studentenseminar, aber materiell käme es der Quadratur des Kreises gleich. Nachdem offenbar die St.Galler Studentenschaft, aber wohl auch andere, der Meinung sind, dass das Parlament nicht in eine Professionalisierung hineinrutschen dürfe, müssen wir mit aller Vorsicht vorgehen.

All das, was Herr Zimmerli aufzählt, ist meiner Meinung nach auch im alten Verfassungsartikel enthalten. Die Probleme bestehen ja, und dass die Aussenpolitik stärker in den Vordergrund rückt, ist unbestreitbar. Aber dass es deshalb eine völlig neue Aussenpolitik braucht, die als Programm in den Verfassungsrang erhoben wird, ist bei der vorläufig bestehenden Unabhängigkeit und Souveränität des Landes weder notwendig noch sachgemäss. Ich beantrage deshalb Ablehnung der Motion. Einem Bericht, der die Probleme auflistet, würde ich dagegen keine Opposition machen, und einer Ueberweisung als Postulat könnte ich allenfalls zustimmen.

Columberg: Ich stimme den Ausführungen unseres Bundespräsidenten zu und habe auch viel Sympathie für die Ansicht von Herrn Mauch. Das Parlament sollte sich jetzt auf das Wesentliche konzentrieren. Wir haben verlangt, dass das Parlament in der Aussenpolitik stärker berücksichtigt wird; das haben wir jetzt im Geschäftsreglement erreicht. Auch hat uns der Aussenminister an der letzten Sitzung eine grössere Mitsprache zugesichert. Unter anderem hat er uns gesagt, der Bundesrat sei bereit, uns zu informieren, bevor ein Gesuch um den EG-Beitritt gestellt wird. Wir haben somit eine Uebereinstimmung zwischen Bundesrat und Parlament erreicht, dass das Parlament stärker an der Gestaltung der Aussenpolitik beteiligt wird, und das ist das Entscheidende.

Im Jahre 1974 war ich bei der grossartigen Uebung der Totalrevision der Bundesverfassung dabei und bin in dieser Beziehung etwas ernüchtert. Der Augenblick, einen neuen, isolierten Auftrag für eine Verfassungsrevision in verbindlicher Form zu erteilen, ist ungünstig. Es kommt dazu, was wir selber gemacht haben: Am 29. Januar 1991 wurde ja von der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten eine Motion überwiesen, mit ganz knappem Mehr übrigens. Es würde nun nicht von guter Koordination zeugen, wenn das Parlament schon wieder einen neuen, anders lautenden Auftrag in derselben Richtung erteilen sollte, und es wäre sicher nicht sehr effizient, wenn die Verwaltung auch noch durch diesen Auftrag in Trab gehalten würde. Ich beantrage Ablehnung der Motion, allenfalls Ueberweisung als Postulat. Es wäre sinnvoll, wenn als Ergebnis all dieser Anträge der Auftrag an den Bundesrat resultieren würde, einen umfassenden Bericht über die ganze Problematik zu verfassen. Aufgrund dieser genaueren Abklärungen könnte man dann entscheiden, was weiter gemacht werden muss.

M. Rebeaud : Les trois interventions précédentes me confirment qu'il faut d'autant plus accepter la motion. J'y vois deux raisons principales :

1) Par un remaniement d'un article constitutionnel, la question ne se règle pas seulement au niveau du gouvernement et du Parlement, mais du peuple entier, qui se trouve ainsi associé à cette décision.

Cela est nécessaire, parce que récemment, on a eu l'occasion d'observer, parmi les experts et les parlementaires, de brusques revirements - comme par exemple chez M. Couchepin - sur le point de la neutralité. Je suis convaincu qu'il faut faire de cette question un débat national, car pour le peuple suisse, la neutralité fait partie de sa perception profonde de son identité nationale. Si nous refusons ce débat à l'appui d'arguments techniques ou juridiques, nous risquons de l'enfermer au niveau des experts ou des hautes sphères et de nous heurter plus tard à un rejet de la part du peuple. Les temps changent, et il faut entre autres que le peuple soit associé à cette perception nouvelle de la neutralité.

2) Contrairement à ce que nous déclare le représentant du Conseil fédéral, il ne s'agit pas de réduire, comme la majorité de nos énergies et de nos intelligences semblent vouloir le faire, notre politique étrangère à la politique européenne. Au contraire : nous ne devons pas oublier que la Suisse est en Europe, mais qu'elle est aussi dans le monde. Pour ces raisons, je vous invite à suivre la décision du Conseil des Etats.

Frey Walter: Ich war schon das letzte Mal skeptisch gegenüber der Ueberweisung der Motion, nicht weil ich finde, es bestehe kein Handlungsbedarf, sondern wegen der Praktikabilität dieses Vorhabens. Es scheint mir in der Tat unverzichtbar, dass wichtige aussenpolitische Entscheide vom Volk getragen werden, und es ist richtig, dass die Verfassungsstufe der richtige Ort dafür wäre. Aber wie würde das praktisch aussehen? Ob wir wollen oder nicht, würden sich bei der Ausarbeitung des Berichtes die Experten streiten und diesen grundsätzlichen Disput auch in das Volk tragen. Können wir heute eine solche "parallele Schiene" brauchen, oder würde das nicht vielmehr beim Durchschnittsbürger den Eindruck erwecken, dass die Uebersicht völlig verloren gegangen sei? Wie der Herr Bundespräsident gesagt hat, ist es zudem schwierig, in einer Zeit, wo alles im Fluss ist, einen klaren Raster in die Verfassung aufzunehmen, an dem die anfallenden Probleme gemessen werden können.

Die Idee erscheint mir gut. Wir möchten einen Bericht des Bundesrates zu dieser Thematik haben - den er uns ja bereits versprochen hat. Aber eine Motion lehne ich ab, weil sie eher zur zusätzlichen Verwirrung des Volkes beitragen würde. Wir müssen auch heute die pragmatische Form unserer Aussenpolitik beibehalten. Einer Ueberweisung als Postulat könnte ich zustimmen.

Mühlemann: Diese Diskussion schliesst folgerichtig an die Grundsatzdebatte an, die wir das letzte Mal geführt haben. Damals waren wir uns weitgehend einig, dass ein stärkerer Einbezug des Parlamentes in die Aussenpolitik notwendig, sinnvoll und vernünftig ist. Das ist eine Gegebenheit der heutigen Zeit, die nicht mehr die gleiche ist wie die, in der die Bundesverfassung geschaffen wurde. Wir haben uns letztes Mal dahin verständigt, dass die operative Führung der Aussenpolitik in der Hand des Bundesrates bleiben soll. Das heisst aber nicht, dass das Parlament in den grundsätzlichen Fragen nicht einbezogen wird, und zwar in weiterem Umfang als bisher: Neben dem Informationsrecht müssen wir auch das Mitspracherecht erhalten. Herr Columberg, mich befriedigt es nicht, wenn der Bundesrat uns nur informiert über ein EG-Beitrittsge such; vielmehr erwarte ich, dass er mit uns gemeinsam diese

schwerwiegende Entscheidungsfindung vornimmt. In der Verfassung sind nun die Kompetenzen nicht klar: Seit über 100 Jahren streitet man sich über die Interpretation der Verfassung, die sagt, dass der Bundesrat die Aussenpolitik führt, aber auch, dass das Parlament über die Neutralitätspolitik entscheidet. Was ist denn der Unterschied zwischen Neutralitätspolitik und Aussenpolitik? Mit unserer Motion wollten wir nicht mehr und nicht weniger, als dass diese Kompetenz in der Verfassung klar geregelt werde. Diese Motion wurde - zwar knapp - überwiesen, und verständlicherweise hat Herr Bundesrat Felber dabei gekämpft wie ein Löwe. Heute nun kann er schmunzeln über unsere Uneinigkeit. Der Bundesrat und die Verwaltung haben ein leichtes Spiel mit einem so uneinigen Parlament. Aus diesem Grunde müssten wir die Motion Zimmerli annehmen. Zimmerli will ja im Grunde genommen das gleiche; er sagt es nur etwas gewählter oder etwas barocker als dies ein Nationalrat tut. Der Ständerat hat unsere Motion akzeptiert, und wir sollten nun bei seiner Motion Gegenrecht halten. Ich bin daher für Ueberweisung der Motion Zimmerli.

Vollmer: Ich bin jetzt auch etwas verunsichert. Wenn ich das Votum von Herrn Mauch höre oder das Pamphlet von Herrn Prof. von Wartburg durchblättere, möchte ich nicht in das gleiche Boot steigen. Trotzdem habe ich Bedenken gegen die Motion Zimmerli. Ich bin vor allem skeptisch, weil ich mich schon immer gegen den Verfassungsidealismus gewehrt habe, der mit schönen, idealistischen Formulierungen dem Volke etwas vorgaukelt, aber auf die Entscheide in der Praxis wenig Einfluss hat. Entscheidend in der Verfassung sind die Grundrechte und der institutionelle Teil, der gewährleisten muss, dass unsere Staatsziele auch umgesetzt werden können. Es ist mir auch nicht ganz klar geworden, was Herr Zimmerli genau will. In seiner Begründung an den Ständerat schreibt er, dass er die Voraussetzungen zur besseren Vorbereitung des Volkes auf die EWR- und die EG-Abstimmung schaffen wolle. Mit der Vorstellung, auf diese Weise das Terrain vorbereiten zu können, begeben wir uns aber aufs Glatteis. Ich möchte von seiten der Verwaltung hören, wann denn diese schönen Formulierungen frühestens dem Volke vorgelegt werden könnten.

Wir haben unsere Motion überwiesen, in der es ganz klar um die Kompetenzabgrenzung geht. In der Begründung von Herrn Zimmerli dagegen steht explizit, dass an den Kompetenzen gar nichts geändert werden soll. Er will nur die schönen Formulierungen, und da frage ich mich: Wem dient das? Handelt es sich nicht sogar um ein Hintertürchen für all diejenigen, die gar keine wirklich neue Aussenpolitik möchten? Ist es eine Möglichkeit, mit Formulierungen wie "eine offene und solidarische Schweiz" fortschrittlich auftreten und dann gleichzeitig bei den konkret anstehenden Problemen, sei es nun die UNO, der EWR oder die EG, umso leichter sich zurückziehen zu können? Wir brauchen eine aussenpolitische Diskussion, die sich an konkreten Fragen orientiert; dort will das Volk mitbestimmen, nicht bei verfassungsidealistischen Positionen. Das alles spricht gegen eine Ueberweisung der Motion Zimmerli. Wenn ich aber die Voten derjenigen höre, denen sogar der Verfassungsidealismus zu weit geht, dann möchte ich ihnen zurufen: Stimmt dieser Motion zu, denn das ist der Ersatz für das mutige Handeln. Weil wir ja auch politisch ein Signal setzen müssen, stimme ich der Motion Zimmerli trotz all meinen Bedenken zu.

Frau Bäumlin: Aus Erfahrung weiss ich, dass man mit meinen Aussagen taktieren kann, wenn ich meine Gründe offen darlege; darum spreche ich diesmal nach den Leuten, die nur noch aus strategischen Gründen entscheiden. Herr Bundespräsident Felber hat

gesagt, die Festlegung eines Programmes auf Verfassungsstufe würde die Aussenpolitik zu sehr einengen. Mein Einstieg ist gerade umgekehrt; ich möchte ein umgekehrtes Vorgehen für den für mich wichtigsten Aspekt der Aussenpolitik, nämlich die Menschenrechtspolitik. Seit ich im Rat bin, habe ich zahllose Vorstösse im Bereiche der Menschenrechtspolitik gemacht. Diese waren zuerst sehr konkret, aber je länger desto mehr stellte sich für mich das Ziel der Verankerung dieser Anliegen in der Bundesverfassung. Die Antworten des Bundesrates lauteten nämlich oft, für die Durchführung meiner Forderungen fehle die Grundlage auf Verfassungsebene. Kürzlich habe ich eine Motion eingereicht, die einen Rahmenkredit für Menschenrechtsanstrengungen verlangte. In der Antwort darauf schrieb der Bundesrat, es fehle eine gesetzliche Grundlage dafür, ich solle die Motion in ein Postulat umwandeln, dann werde er eine rein rechnungsmässige Prüfung eines Bundesbeschlusses für einen Rahmenkredit vornehmen. Schweren Herzens habe ich mich entschlossen, dies zu tun, worauf Herr Steffen netterweise auch noch das Postulat bestritten hat. Also war mir auch dieser Weg versperrt. Mein letzter Vorstoss war eine parlamentarische Initiative für eine Menschenrechtspolitik, die nächstens unserer Kommission unterbreitet werden soll. In der Begründung steht ein Passus, der sich auch in der Motion Zimmerli findet: die Anerkennung der Friedensförderung als eigenständiges Ziel der Aussenpolitik und die Ergänzung des Wohlfahrtsziels durch den Einsatz der Schweiz zur Verwirklichung der Menschenrechte. - Durch meine Erfahrungen bin ich langsam ein gebranntes Kind. Wenn ich meine parlamentarische Initiative nicht gefährden will, muss - und will - ich der Motion Zimmerli zustimmen. Das Votum von Herrn Mühlemann hat mich gefreut; ich will dann nicht hören, man müsse auf meine Initiative nicht eintreten, weil es keine Verfassungsgrundlage dafür gebe. Auch das Verhältnis zwischen der ständerätlichen und der nationalrätlichen Kommission ist für mich ein Argument, die Motion zu überweisen.

Steffen: Die Motion, die Ihre bzw. unsere Kommission letztes Jahr überwiesen hat, beauftragt ja den Bundesrat, in Richtung der vorliegenden Motion tätig zu werden. Die Motion Zimmerli enthält im Grunde genommen das, was der Bundesrat längst beabsichtigt und zum Teil schon realisiert hat - ich denke da an die Vorlage eines UNO-Beitrittes. Hier scheint mir ein Staatsrechtler ein schlechtes Gewissen zu haben, weil er sieht, dass nicht alles, was Bundesrat und Parlament beschliessen, sich problemlos auf die Verfassung abstützen lässt. Sie kennen die Artikel, auf die sich der Bundesrat abstützt, nämlich auf Artikel 2 BV, den Zweckartikel, Art. 8 und Art. 102. Differenzen gibt es insbesondere zum Artikel 2; diesen Artikel hätte man einmal anpassen müssen. Es ist schade, dass man das nicht vor zehn Jahren getan hat, als unsere Aussenpolitik anfang, sich zu öffnen. Im Moment ist diese Motion fast obsolet; denn die Politik, die gemacht wird, läuft ja bereits in der postulierten Richtung. Darum habe ich vorhin den Antrag gestellt, abzuwarten, was aufgrund der Interpretation der Artikel 8 und 102 abläuft. Das wird uns nicht daran hindern, diesen Art. 2 BV zu ändern; aber jetzt ist nicht der richtige Zeitpunkt dafür. Ich lehne die Motion ab, würde sie aber als Postulat eventuell überweisen. Zum Präsidenten: Falls die Ablehnung nicht zustande kommt, stelle ich den Antrag auf Verschiebung.

Bircher Silvio: Es hat mich erstaunt, dass Herr Ständerat Zimmerli diese Motion überhaupt eingereicht hat, nachdem unsere Motion bereits überwiesen war. Diese stand ja bereits kurz vor der Beratung im Nationalrat. Unabhängig vom Inhalt der Motion dient ein solches Vorgehen sicher nicht einem sinnvollen Ablauf der Geschäfte, um so

mehr, als unser Wortlaut sehr offen formuliert war. Ich halte daher diese Motion für sehr akademisch und überflüssig.

Inhaltlich kann ich mich nicht ganz identifizieren, vor allem weil die Neuregelung der Kompetenzfrage fehlt. Auch das europapolitische Engagement ist nicht enthalten; andere wesentliche Punkte dagegen wie das Menschenrechtsengagement und die Friedensförderung sind darin enthalten. Abwägend stelle ich fest, dass die Motion eine Verbesserung des Zweckartikels bringen könnte. Der Text ist ja nicht ausformuliert, und deshalb wäre es von unserer Seite her auch zu akademisch und formalistisch, wenn wir diesem Wortlaut nicht zustimmen sollten, nur weil wir uns nicht voll damit identifizieren können.

Letztlich bin ich aber überzeugt davon, dass die politische Diskussion mit diesem oder einem anderen Verfassungsartikel nicht angekurbelt werden wird. Das wird mit der Vorlage des EWR-Vertrages oder allenfalls mit der EG-Beitrittsfrage geschehen. Deshalb hat diese Motion keinen sehr hohen Stellenwert. Zuerst wird sicher die materielle integrationspolitische Frage entschieden werden müssen, und erst nachher wird sich die Frage nach einer Verfassungsänderung stellen. Ich schätze daher auch unsere Zustimmung nicht sehr hoch ein und würde mich nicht verausgaben, die Motion zu bekämpfen. Zum Präsidenten: Ja, ich bin für Ueberweisung der Motion.

M. Matthey : Dans l'économie de la constitution, l'article 2 concerne la politique intérieure, et non la politique étrangère. En effet, on y dispose de .."maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, de protéger la liberté et les droits des confédérés et d'accroître leur prospérité commune". La motion Zimmerli ne devrait donc pas porter sur l'article 2 de la constitution.

Si je reprends le texte de la motion, j'abonde dans le sens de M. Mühlemann pour dire que le Parlement doit être associé à la politique étrangère, et je suis d'accord avec M. Rebeaud pour y associer le peuple. Cependant, la discussion d'un article constitutionnel est-elle la seule façon d'associer le peuple et d'ouvrir le débat sur la neutralité ?

Le débat sur la neutralité peut trouver lieu en d'autres occasions, notamment à l'occasion de la discussion sur le Traité EEE. Ce qui me dérange dans la motion, c'est qu'elle jugule la politique du Conseil fédéral et des Chambres. Le texte de la motion, d'ailleurs, donne des objectifs qui, en fait, sont déjà réalisés. Quant aux moyens, ils ont toujours été rappelés devant le Parlement en tant qu'aisément fondamentaux de la politique extérieure de notre pays. Je ne vois pas comment on peut rassembler ces deux éléments - objectifs et moyens - dans un article constitutionnel et les "pondérer". La politique extérieure est certainement appelée à connaître une forte évolution dans les prochaines années et la motion tend à la juguler. Je ne suis pas favorable à cette tentative de restreindre la liberté du Conseil fédéral en la matière.

Je me porte donc en faveur du rejet de la motion et de la transformation en postulat.

Frau Stamm Judith: Mir kommt es vor, als ob die Motion Zimmerli vom Bundesrat einen aussenpolitischen Katechismus verlangen möchte, in Zeiten, wo die Aussenpolitik endlich ein innenpolitisches Thema geworden ist, an dem wir uns alle mehr oder weniger schwer tun. Einen solchen Katechismus aber gibt es nicht, und er ist vor allem nicht zeitgerecht zu haben. Wenn ich höre, wie Herr Vollmer oder Herr Bircher diese Motion bejahen, betrübt es mich als Mitglied der Parlamentsreform-Kommission, weil sie dadurch das Instrument der Motion und auch uns als Parlamentarierinnen und Parlamentarier abwerten. Durch eine Motion geben wir dem Bundesrat einen

verbindlichen Auftrag und stehen dahinter. - Wenn ich dafür wäre, möchte ich schon genau wissen, was z.B. mit der "Wahrung einer zeitgemässen Unabhängigkeit der Schweiz" gemeint ist. Ist sie vereinbar mit einer EG-Mitgliedschaft? Ich kann mir auch überhaupt nicht vorstellen, dass wir in einem Verfassungsartikel "Kriterien für die Abwägung gegenläufiger Interessen" nennen. Herr Schaller, können Sie uns bitte einen Zeitplan für die allfällige Behandlung dieser Motion skizzieren? Nach meiner Schätzung würden wir frühestens in zehn Jahren die Botschaft zu diesem Artikel erhalten, und damit würden alle die Argumente, dass wir für die jetzt anlaufende Diskussion Unterlagen bekämen, hinfällig. Wir stehen vor einer schwierigen, einer faszinierenden Zeit, und die mühsamen Aufgaben der schweizerischen Aussenpolitik im Hinblick auf Europa müssen wir in Gottes Namen zusammen mühsam erarbeiten. Ich bin gegen die Motion, könnte mich aber einem Postulat anschliessen.

Frau Grendelmeier: Frau Stamm hat es auf den Punkt gebracht: unser Hauptproblem ist die Zeitknappheit. Wir werden buchstäblich überrollt von der Realität, und wir müssen über konkreteste Dinge entscheiden, die einen ungeheuer weiten Einfluss auf unser ganzes innenpolitisches Leben haben werden. Deshalb bin ich versucht, etwas sarkastisch zu werden in bezug auf die Motion Zimmerli und zu sagen: Die Sorgen und das Geld von Rothschild möchte ich haben! Auf unsere eigene Motion noch rasch eine andere Motion "aufzupropfen" scheint mir überflüssig zu sein, und der Konflikt zwischen Verfassungsrecht und Verfassungswirklichkeit ist uns nicht neu - ich erinnere an den Gleichberechtigungsartikel in der Verfassung, der bisher noch wenig Konkretes gezeitigt hat. Wichtig ist, dass man sich auf einen Artikel stützen kann. Aber in diesem Falle können wir gar nicht anders, als zuerst einmal die konkreten Probleme lösen und dann hinterher einen neuen Verfassungsartikel nachschieben, und dafür reicht unsere Motion. - Ich bin gegen die Ueberweisung der Motion Zimmerli, könnte aber - weil dies niemandem weh tut - einem Postulat zustimmen.

M. Berger : Je suis d'accord sur le fond de la motion Zimmerli. Je suis cependant plus sceptique quant aux moyens qui y sont énoncés. Il se pose en effet le problème du contenu que nous allons donner à cet article de la constitution : voulons-nous en faire un "fourre-tout", ou voulons-nous nous limiter aux programmes à moyen et long terme, en politique étrangère ? Je suis réservé sur cette motion dans la mesure où elle veut faire figurer trop de détails, et elle va limiter dans le temps la portée dudit article. En outre, nous sommes actuellement engagés dans un sprint final quant à notre position dans nos relations avec l'extérieur. Le moment n'est pas opportun de reviser nos dispositions constitutionnelles. Pour ces raisons, je soutiens la transformation de la motion en postulat.

Schaller: Für die Behandlung einer Motion durch Bundesrat und Verwaltung hält das GVG lediglich fest, dass spätestens vier Jahre nach deren Einreichung Auskunft gegeben werden muss über den Stand der Behandlung. Wenn wir von der Annahme ausgehen, dass der politische Wille des Bundesrates da ist und dass der Auftrag an die Verwaltung zur Ausarbeitung eines neuen Verfassungsartikels unverzüglich gegeben wird - es folgen Expertengespräche, die Redaktion der Botschaft, das Vernehmlassungsverfahren, die Beratung in den Kommissionen und in den beiden Räten und schliesslich die Volksabstimmung - müssen wir im positivsten Falle von drei Jahren ausgehen; etwas realistischer geschätzt sind fünf Jahre - zehn Jahre scheinen mir etwas lang.

Abstimmungen -Votes

Für Verschiebung des Entscheids (Antrag Steffen)	1 Stimme
Dagegen	22 Stimmen
Für Ueberweisung der Motion Zimmerli	8 Stimmen
Dagegen	15 Stimmen
Für Ueberweisung als Postulat	16 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen
Enthaltungen	5 Stimmen

Das Geschäft soll in Kategorie V eingereiht werde, so dass die Berichterstattung im Rate schriftlich erfolgen kann; im Bedarfsfalle würde der Präsident als Berichterstatter eingesetzt.

C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

La Commission de politique extérieure du Conseil national s'est réunie le 17 janvier 1992 à Berne sous la présidence de M. le Conseiller national Albrecht Rychen (V/BE) et en présence de M. le Président de la Confédération René Felber.

La commission a traité la motion du Conseil des Etats (Zimmerli) concernant la reformulation des objectifs de la politique étrangère de la Suisse et des moyens dont elle disposera (91.3279). La commission a décidé par 16 voix contre 2 (et quelques abstentions) de proposer au plénum la transformation de la motion en postulat.

Le Secrétaire d'Etat Blankart a informé la commission des résultats des entretiens du 15 janvier 1992 à Bruxelles du Groupe des négociations à haut niveau pour l'EEE relatifs à l'avis de la Cour de Justice des Communautés européennes concernant les dispositions juridictionnelles du Traité EEE (TEEE). Etant donné qu'à la suite de cette réunion, aucune solution concrète n'est encore en vue, il faut s'attendre à un nouveau report de la date du paragraphe et de la signature du TEEE. Ceci aura naturellement des conséquences sur le déroulement de la procédure parlementaire d'acceptation (examen du message sur le TEEE proprement dit et des messages relatifs aux trois paquets législatifs).

En vue de préparer déjà l'examen de fond par la commission du message relatif à l'Espace économique européen et du troisième rapport du Conseil fédéral sur la position de la Suisse dans le processus d'intégration européenne (rapport qui traitera essentiellement des conséquences d'une adhésion de la Suisse à la Communauté européenne), la commission a entendu Mme Monique Dubois, Directeur adjoint du département des relations monétaires internationales de la Banque nationale suisse sur les thèmes suivants:

- Conséquences du Traité EEE sur la politique monétaire de la Suisse
- Conséquences d'une Union monétaire européenne sur la Suisse.

Mme Dubois ne prévoit pratiquement pas de conséquences du Traité EEE sur la politique monétaire de la Suisse, car aujourd'hui déjà la libre circulation des capitaux a largement progressé sur le plan international. Une adhésion à l'Espace économique européen n'aurait également pas d'effet sur une nouvelle hausse des intérêts, car les raisons principales de taux d'intérêts encore légèrement avantageux résident dans notre pays (par exemple, les montants de l'épargne sont supérieurs à ceux des pays de la Communauté). En revanche, la Suisse perdrait sans doute son autonomie en matière de politique monétaire en cas d'adhésion à la Communauté et à une Union monétaire européenne.

Berne, le 20 janvier 1992

Services du Parlement

Service de Commission II

Pressemitteilung

Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates tagte am 17. Januar 1992 in Bern unter dem Vorsitz von Nationalrat Albrecht Rychen (V/BEW) und im Beisein von Bundespräsident Felber.

Die Kommission befasste sich mit der Motion des Ständerates (Zimmerli) betreffend die Neuformulierung der Ziele und Mittel der schweizerischen Aussenpolitik (91.3279). Die Kommission wird ihrem Rat mit 16 zu 2 Stimmen (bei einigen Enthaltungen) die Umwandlung der Motion in ein Postulat beantragen.

Die Kommission liess sich auch von Staatssekretär Blankart über die Ergebnisse der Beratungen der EWR-Chefunterhändler vom 15. Januar 1992 in Brüssel betreffend das Gutachten des Europäischen Gerichtshofes zur EWR-Gerichtbarkeit orientieren. Da anlässlich dieser Sitzung noch keine konkreten Lösungsansätze sichtbar wurden, muss jetzt mit einer weiteren Verschiebung bezüglich Paraphierung und Unterzeichnung des EWR-Vertrages gerechnet werden. Dies wird natürlich auch Auswirkungen auf den Ablauf des parlamentarischen Genehmigungsverfahrens (Behandlung der EWR-Botschaft und der drei Gesetzgebungspakete) haben.

Im Sinne der Vorbereitung der materiellen Behandlung durch die Kommission der EWR-Botschaft und des dritten Berichtes des Bundesrates über die Stellung der Schweiz im europäischen Integrationsprozess, der sich schwerpunktmässig mit den Auswirkungen eines Beitrittes der Schweiz zur Europäischen Gemeinschaft auseinandersetzen wird, hörte die Kommission Frau Dr. Monique Dubois, Stv. Direktorin des Ressorts Internationale Währungsbeziehungen der Schweizerischen Nationalbank zu den folgenden Themen an:

- Auswirkungen des EWR auf die schweizerische Geld- und Währungspolitik;
- Auswirkungen einer Europäischen Währungsunion auf die Schweiz.

Frau Dubois prognostizierte bezüglich der Auswirkungen des EWR auf die schweizerische Geld- und Währungspolitik praktisch keine Auswirkungen, da ja heute schon die Liberalisierung des internationalen Kapitalverkehrs weit fortgeschritten sei. Es sei bei einem EWR-Beitritt auch nicht mit einer Zinsentwicklung nach oben zu rechnen, weil die Hauptgründe für die bei uns noch leicht günstigeren Zinsen hausgemacht seien (z.B. grössere Sparquoten als in den EG-Ländern). Bei einem Beitritt der Schweiz zur EG und zu einer Europäischen Währungsunion würde die Schweiz allerdings ihre Autonomie im währungspolitischen Bereich verlieren

3003 Bern, den 20. Januar 1992

Parlamentsdienste  
Fachdienst II

Vertraulich/Confidentiel

Bern, den 6. Februar 1992

NATIONALRAT

Aussenpolitische Kommission

- TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 17. Januar 1992  
9.00 - 12.20 Uhr  
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3
- TAGESORDNUNG 2. Ergebnisse der Beratungen der EWR-  
Chefunterhändler vom 15-1-1992  
betreffend das Gutachten des  
Europäischen Gerichtshofes zur EWR-  
Gerichtsbareit  
(übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)
- ORDRE DU JOUR 2. Résultats des entretiens du 15.1.1992  
du Groupe de négociations à haut niveau  
sur l'EEE relatif à l'avis de la Cour de  
Justice des Communautés européennes  
concernant les dispositions  
juridictionnelles du Traité EEE  
(autres objets à l'ordre du jour voir  
procès-verbal principal)
- TEILNEHMER Präsident : Rychen  
Anwesende Mitglieder : Bär, Bäumlín,  
Berger, Bircher Silvio, Bortoluzzi (ersetzt  
Fischer-Hägglín), Caccia, Cavadini  
(ersetzt Aubry), Columberg, Frey Walter,  
Grendelmeier, Haller, Maitre, Matthey  
(ersetzt Ziegler), Mauch Rolf (ersetzt Frey  
Claude), Moser, Mühlemann, Nabholz,  
Rebeaud, Ruffy, Scheidegger, Segmüller,  
Stamm Judith (ersetzt Oehler), Steffen,  
Vollmer, Wyss Paul  
Entschuldigt : Eggly  
Andere Teilnehmer :  
- Traktandum 1 :  
Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA  
Botschafter Ducrey, EDA  
Minister Godet, EDA  
- Traktandum 2 :  
Staatssekretär Blankart, Direktor BAWI/EVD  
Botschafter Kellenberger, Chef  
Integrationsbüro, EDA/EVD  
- Traktanden 1,3,4 :  
Herr Schaller, Generalsekretär EDA  
- Traktandum 5 :  
Frau Dr. Monique Dubois, Stv. Direktorin  
des Ressorts Intern.Währungsbeziehungen der  
SNB  
Herr Colombo, Stv. Chef Integrationsbüro  
EDA/EVD  
Herr Beglinger, Finanz-und  
Wirtschaftsdienst EDA  
Herr Stücheli, EDA  
Kommissionssekretär: Herr A. Aebi  
Protokoll: Frau Stauffer(d) Frau  
Baessler(f)

2. Ergebnisse der Beratungen der EWR-Chefunterhändler vom 15. Januar 1992  
betreffend das Gutachten des Europäischen Gerichtshofes zur EWR-Gerichtsbarkeit

M. Blankart : Je vous donnerai d'abord un aperçu du contenu de l'Avis 1/91, puis des indications sur les solutions théoriquement possibles.

1) La Cour a émis l'avis suivant : le système de contrôle juridictionnel que l'accord envisage de mettre en place est incompatible avec le Traité instituant la CEE.

2) Selon la Cour, les éléments suivants, entre autres, mettent en cause l'autonomie de l'ordre juridique communautaire :

- la Cour de l'EEE, saisie d'un différend portant sur l'interprétation ou l'application de dispositions du Traité EEE, sera amenée à statuer sur les compétences respectives de la Communauté et de ses Etats membres pour les matières régies par les dispositions de la Cour; - le mécanisme juridictionnel du Traité sur l'EEE peut conditionner l'interprétation future des règles communautaires. Cela tient au fait que le Traité EEE reprend une partie essentielle des règles communautaires dans le domaine du marché intérieur.

La Cour estime en outre que "le danger que représente le système juridictionnel de l'accord pour l'autonomie de l'ordre juridique communautaire n'est aucunement atténué par les liens organiques entre la Cour de l'EEE et la Cour de justice. La Cour, en ce qui concerne la procédure facultative des avis préjudiciels prévus auprès d'elle, juge en outre impossible d'admettre que les réponses aient un effet purement consultatif et soient dépourvues d'effet obligatoire. L'article 104, paragraphe 2 du Traité sur l'EEE et le Protocole 34 sont, à son avis, incompatibles avec le droit communautaire, dans la mesure où il ne garantissent pas un effet contraignant aux réponses données par la Cour aux questions posées par les juridictions des Etats de l'AELE, possibilité dont la Suisse, en tout état de cause, ne voulait pas faire usage.

Vielleicht ein Kommentar zu diesem Gerichtsurteil: In den siebziger Jahren haben wir mit der Gemeinschaft ein Rheinschiffahrtsabkommen über die fakultative Stilllegung von Schiffsraum auf dem Rhein ausgehandelt, in dem wir ein gemischtes Rheingericht vorgesehen hatten, mit einem schweizerischen Richter und zwei Richtern des EG-Gerichtshofes. Damals hat der Gerichtshof einen höchst interessanten Entscheid herausgegeben, den Avis 1/76, wo er sagt, dass ein EG-Richter nicht gleichzeitig in zwei Gerichten sitzen könne - einem EG-rechtlicher und einem völkerrechtlicher Natur-, die dieselben Rechtstatbestände, die gleich formuliert sind, behandeln. Das Abkommen ist wegen dieses Avis nie in Kraft getreten, und das war uns natürlich bei den Verhandlungen um den EWR sehr gegenwärtig. Folglich habe ich als Präsident der Gruppe 5 in der Fact-finding-Phase, als die EG-Kommission uns einen solchen Gerichtshof vorgeschlagen hat, im Plenum eine Warnung abgegeben und gesagt, dass unseres Erachtens ein solches Gericht mit dem EG-Recht nicht vereinbar sei. Darauf hat der Generaldirektor des Rechtsdienstes der EG-Kommission gesagt, er bewundere zwar die Kenntnis der EG-Rechtssprechung von seiten der Schweizer Delegation, aber das gehe uns nichts an. Darauf habe ich geantwortet, dieses Interesse sei rein akademischer Natur, und ich wolle dies lediglich als Warnung anmelden.

Das war am 24. Juli 1989. Alsdann kam ein Schuss vor den Bug in Form eines Briefes des Gerichtspräsidenten des EuGH vom 22. März 1991, adressiert an den Ratspräsidenten der Gemeinschaft, wo er den Wortlaut des Avis 1/76 aufnimmt und die EG-Kommission vor einer solchen Gerichtshof-Lösung warnt. Zu meinem grossen Erstaunen wurde diese Warnung von der EG-Kommission nicht genügend ernst

genommen, und ich selbst und meine Mitarbeiter haben dann als Reaktion auf diesen Warnschuss die Lösung eines EWR "light" vorgeschlagen, um dieses Problem zu umgehen. Dieser Vorschlag wurde durch die nordischen Efta-Länder vehement abgelehnt, denen vor allem daran lag, im Hinblick auf die Wahlen den EWR so rasch wie möglich unter Dach zu bringen. Heute, sozusagen um zehn nach zwölf, haben wir nun diesen Gerichtshof-Avis vor uns, der zum Teil fast wörtlich den Avis 1/76 wieder aufnimmt. Eines jedenfalls kann man uns nicht vorwerfen, nämlich dass wir das Problem nicht vorausgesehen hätten.

Das Problem hat zwei Seiten: Der eine Punkt ist, dass wir eine Efta-Behörde vorsehen, die vor allem im Wettbewerbsbereich entscheiden kann. Aus rechtsstaatlichen Gründen brauchen wir eine Revisionsinstanz, die sehr wohl ein Efta-Gericht sein könnte - das wäre sogar sympathischer, weil wir dann gar keine fremden Richter hätten. Der andere - viel wichtigere - Punkt ist die richterliche Brücke zwischen dem Efta-Pfeiler und dem EG-Pfeiler; hier haben wir schon früh die Möglichkeit eines Schiedsgerichtes vorgeschlagen, was aber durch die nordischen Länder ebenfalls abgelehnt wurde. Wir schlagen das jetzt wieder vor. Dieses Schiedsgericht sollte drei Bedingungen erfüllen: 1. Es muss obligatorisch sein, wenn eine Partei es verlangt. 2. Seine Urteile müssen bindend sein. 3. Es muss ausgewogen zusammengesetzt sein. Dies ist umso wichtiger, als das Schiedsgericht über zwei Dinge urteilen können muss, nämlich über die Proportionalität der sog. Rebalancing measures und über die Proportionalität von allfälligen Suspendierungen von Vertragsanhängen in Fällen, wo wir uns im Decision making und Decision shaping nicht einigen können.

Beide Punkte sind nicht offiziell bestritten; die grosse, offene Frage ist aber folgende: Die Gemeinschaft sagt, die Interpretation des übernommenen EG-Rechtes habe auch eine Rückwirkung auf die Interpretation des EWR-Rechtes, und folglich müsse in beiden Fällen der EG-Gerichtshof ein Wort mitzureden haben. Das ist der grosse Streitpunkt. Ich kann ihnen schlechterdings nicht sagen, ob wir eine Lösung zu diesem Problem finden werden; aber - unter uns! - gesagt: Es handelt sich hier nicht um ein Detailproblem, sondern um ein Grundsatzproblem, das uns von allem Anfang an nicht nur begleitet hat, sondern auch immer bewusst gewesen ist. Der neue Avis des EG-Gerichtshofes ist sehr lesenswert, sozusagen ein intellektueller "Lafit Rothschild" - der allerdings einen leichten Zapfen hat. Denn einerseits sagt der Gerichtshof, dass die EG von ihrer Finalität und folglich von ihrem Rechtscharakter her etwas völlig anderes sei als der EWR, der ja keine politische Dimension hat. Andererseits heisst es - und das ist ein logischer Salto mortale - , dass die Interpretation des EWR-Rechtes qua Acquis Communautaire halt doch einen präjudizierenden Einfluss auf die Interpretation des EG-Rechtes habe. Nun, all das ist intellektuell faszinierend, aber politisch delikates, insofern ja diese Verhandlung auf dem Marktplatz geführt wird und wir in der Schweiz inskünftig nicht nur 7 Millionen Armee- und Neutralitätsspezialisten haben werden, sondern auch 7 Millionen EWR-Spezialisten. Die Diskussion jeder Nuance in der Presse, am Biertisch und in der Familie prägen natürlich die Grundstimmung der Oeffentlichkeit. - Wir hatten bei diesen Verhandlungen den grossen Vorteil, dass alle Schwierigkeiten, die man sich ausdenken konnte, auch tatsächlich aufgetreten sind; so konnte der Beweis geliefert werden, dass es nicht beliebig viele Möglichkeiten gibt, mit der EG ausserhalb des Beitritts ins Reine zu kommen, und dass wir alle diese Möglichkeiten gründlich durchgedacht haben. Im weiteren gilt es, einen klaren Kopf zu behalten und die Nerven nicht zu verlieren.

Mühlemann: Was jetzt Herr Blankart gesagt hat, haben wir auf der Strasse auch schon gehört. Mir scheint, dass die EG päpstlicher ist als der Papst. Es scheint hier eine Auseinandersetzung im Gang zwischen der Kommission und dem Ministerrat; aber Fachleute sagen, dass man sich in letzter Minute dann doch wieder einigen werde, und dass im März irgend einmal Endstation Sehnsucht erreicht ist.

Blankart: Seit meiner Erfahrung mit dem Versicherungsabkommen enthalte ich mich grundsätzlich einer Prognosen über die Dauer einer Verhandlung. Aber wir sind voll am Ball, und die Equipe ist permanent in Brüssel am Verhandeln.

Frey Walter: 1. Wie sieht der zeitliche Ablauf aus? 2. Stimmt meine Annahme, dass ohne die klare Lösung dieses Problems unsere Verhandlungsdelegation dem Bundesrat nicht empfehlen könnte, zu paraphieren?

Blankart: Zur zweiten Frage kann ich Ihnen formell sagen, dass ich dem Bundesrat nicht einen Vertrag zur Paraphierung empfehlen kann, den ich nicht mit meinem integrations-, souveränitäts- und rechtspolitischen Gewissen vereinbaren kann.

Kellenberger: Das offizielle Ziel ist immer noch, dass man Ende Januar zu paraphieren versucht. Wenn dies erreicht werden sollte, würde man versuchen, im Februar zu unterzeichnen. Wir wären aber schon eher überrascht, wenn diese Ziele erreicht würden. Wenn die Paraphierung im Januar nicht erfolgen kann, bedeutet dies, dass noch grössere Probleme zu bewältigen sind, die im besten Falle ein paar Wochen in Anspruch nehmen würden. Der Vertragstext in deutscher und französischer Fassung wird drei bis vier Wochen nach der Paraphierung verfügbar sein. - Es tut mir leid, aber viel mehr kann man im Moment nicht sagen.

Bircher Silvio: Herr Blankart, Sie haben ausgeführt, dass der Vorschlag für dieses gemischte Gericht von seiten der EG-Kommission gekommen sei, nicht von seiten der Efta-Staaten. Ich gehe jetzt davon aus, dass der politische Wille auf seiten der EG - mindestens bei der Kommission - vorhanden ist, die Gerichtsfragen so festzunageln, wie sie jetzt im EWR-Vertrag stehen. Besteht eine Möglichkeit, dass sich die EG-Kommission und der Ministerrat über diesen Gerichtshof-Entscheid hinwegsetzen und den vorliegenden Vertrag trotzdem genehmigen?

Blankart: Es wurde vielfach die Frage gestellt, wieso wir den früher vorgesehenen Gerichtshof begrüsst haben. Wie gesagt, waren wir von Anfang an skeptisch, ob dieser mit dem EG-Recht vereinbar ist. Aber nachdem uns der Chef des Rechtsdienstes - einer der besten Kenner des EG-Rechtes - versicherte, dass dies möglich sei, hatten wir natürlich keinen Grund, Opposition zu leisten. Die EG-Kommission hat jetzt vom Gerichtshof einen Camouflet erhalten, der sie nicht mit besonderem Stolz erfüllen mag. Wenn die EG-Kommission als Wahrerin der EG-Grundverträge einen so wichtigen Vertrag aushandelt, von dem der Gerichtshof sagt, "il met en cause les fondaments de la Communauté", kann man zwei Dinge ableiten: Erstens, dass sich der Rechtsdienst des EG-Kommission nicht durch die gleiche Qualität wie der Rechtsdienst des EDA auszeichnet und zweitens, dass wir vielleicht doch nicht so schlecht verhandelt haben, wenn wir etwas zustande gebracht haben, das offenbar total EG-rechtswidrig ist. Die EG-Kommission kann weder politisch noch rechtlich über den Entscheid des Gerichtshofes hinweggehen, ausser sie würde den EWG-Vertrag revidieren, wozu der politische Wille zu gering sein dürfte.

Jetzt liegt der Ball bei der EG; aber ob sie über ihren eigenen Schatten springen kann, ist fraglich. Die Grunddialektik, die uns von Anfang an begleitet hat, besteht nach wie vor: Autonomie der Vertragsparteien einerseits und Homogenität des EWR andererseits; diese beiden Postulate sind schwerlich unter einen Hut zu bringen. Im Gegensatz zu uns haben die nordischen Staaten und später auch Oesterreich immer der Homogenität den Vorzug gegeben der Autonomie. Unsere wirtschaftliche Position war damals auch etwas stärker, so dass wir uns dies ohne weiteres leisten konnten. Meines Erachtens ist das Problem nur lösbar, wenn man Abstriche bei der Homogenität macht; dann kommt man wieder zu einem Begriff - den man in der Öffentlichkeit besser nicht mehr braucht, nämlich zum EWR "light". Aber wir müssen uns im klaren darüber sein, dass auch jetzt noch die nordischen Staaten eher bereit sind, bei der Autonomie Abstriche zu machen als bei der Homogenität, so dass wiederum die Gefahr besteht, dass die Efta auseinanderbricht und die Schweiz zum bösen Knaben - oder Mädchen - gemacht wird. Aber ich glaube, dass man in der Schweiz gelernt hat, solche Kritiken als das zu nehmen, was sie sind, nämlich ein Versuch, via die Presse den Bundesrat weich zu klopfen - und dies dürfte kaum möglich sein.

Frau Segmüller: Herr Staatssekretär, schätzen sie die Volonté politique für die Realisierung des grossen gemeinsamen Binnenmarktes so ein, dass man nach Mitteln und Wegen suchen wird in Richtung EWR "light", oder besteht die Gefahr - weil doch von der EG Signale kommen, dass die Erweiterung rascher gehen könnte als bisher angenommen -, dass die EG Ihr Interesse an einem EWR verliert?

Blankart: Das ist sehr schwierig zu sagen, weil die Aeusserung der Volonté politique selber auch ein taktisches Element ist. Wenn die Efta-Staaten sagen, sie hätten den Willen, dieses Abkommen um jeden Preis abzuschliessen, dann ermutigt das die Gemeinschaft, den EG-Gerichtshof umso mehr ins Spiel zu bringen. Wenn wir aber - wie wir das von der Schweiz aus tun - sagen, wir könnten auch mit einem Vertrag mit weniger Homogenität leben, und wenn uns die EG nichts Rechtes anbiete, liessen wir die Sache fallen, dann ist das taktisch eine bessere Ausgangslage.

Lassen Sie mich zurückkommen auf das Wettbewerbsrecht. Sie haben gesagt: päpstlicher als der Papst - die Kommission ist schon fast der "Haas" der EG. Sie unterrichtet die EG-Staaten kaum und unterschätzt etwas, das heute eigentlich schon existiert. Aufgrund des Auswirkungsprinzips sind nämlich heute schon sämtliche schweizerischen Firmen, sofern sie europarechtlich relevant sind, voll dem Wettbewerbsrecht der EG unterstellt. Folglich könnte ich durchaus eine Lösung annehmen, wo man mit dem Wettbewerbsrecht nach dem Auswirkungsprinzip - wie das sowohl in der Schweiz wie auch in der EG gemacht wird - weiterlebt, und für die seltenen Fälle von reinen Efta-Wettbewerbsfällen, z.B. zwischen nordischen Staaten, ein kleines Efta-Gericht einführt. Aber eine solche Lösung ist nur möglich, wenn von seiten der EG-Kommission ein Minimum an pragmatischem Denken vorhanden ist. Es zahlt sich nicht aus, dass zurzeit in der Verhandlungsequipe Leute arbeiten, die eher durch die Philosophie Descartes und Kants geprägt sind als durch die Philosophie eines Hume. Ueber Kontakte mit den Engländern versuchen wir zu erreichen, dass eine etwas pragmatischere Lösung gefunden wird, da ja dieses Abkommen nicht *sub specie eternitatis* abgeschlossen wird, sondern für die meisten Efta-Staaten eine Uebergangsregelung sein soll. Wenn Sie bedenken, dass der EWR vielleicht anfangs 1993 in Kraft tritt und im gleichen Zeitpunkt schon die Beitrittsverhandlungen von

Schweden, Oesterreich und Finnland beginnen könnten, so kann der Vertrag in dieser Form sehr kurzfristiger Natur sein. Es ist möglich, dass, falls die Schweiz - zusammen mit Island und Liechtenstein - nicht die Beitrittskarte spielen sollte, wir in zwei Jahren die institutionellen Konfigurationen des Vertrages praktisch neu aushandeln, weil er dann praktisch bilateraler Natur ist. Daher scheint mir der enorme dogmatische Aufwand für eine so kurze Religion doch etwas übertrieben.

Confidentiel/vertraulich  
Bern, den 6. Februar 1992

NATIONALRAT  
Aussenpolitische Kommission

- TEILPROTOKOLL 2      der Sitzung vom 17. Januar 1992  
9.00 - 12.20 Uhr  
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3
- TAGESORDNUNG      3. Vorbereitung der Sitzung vom  
10/11.2.1992  
4. Verschiedenes  
(übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)
- ORDRE DU JOUR      3. Préparation de la séance des  
10/11.2.1992  
4. Divers  
(autres objets à l'ordre du jour voir  
procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsident : Rychen  
Anwesende Mitglieder : Bär, Bäumlín,  
Berger, Bircher Silvio, Bortoluzzi (ersetzt  
Fischer-Hägglín), Caccia, Cavadini  
(ersetzt Aubry), Columberg, Frey Walter,  
Grendelmeier, Haller, Maitre, Matthey  
(ersetzt Ziegler), Mauch Rolf (ersetzt Frey  
Claude), Moser, Mühlemann, Nabholz,  
Rebeaud, Ruffy, Scheidegger, Segmüller,  
Stamm Judith (ersetzt Oehler), Steffen,  
Vollmer, Wyss Paul  
Entschuldigt : Eggly  
Andere Teilnehmer :  
- Traktandum 1 :  
Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA  
Botschafter Ducrey, EDA  
Minister Godet, EDA  
- Traktandum 2 :  
Staatssekretär Blankart, Direktor BAWI/EVD  
Botschafter Kellenberger, Chef  
Integrationsbüro, EDA/EVD  
- Traktanden 1,3,4 :  
Herr Schaller, Generalsekretär EDA  
- Traktandum 5 :  
Frau Dr. Monique Dubois, Stv. Direktorin  
des Ressorts Intern.Währungsbeziehungen der  
SNB  
Herr Colombo, Stv. Chef Integrationsbüro  
EDA/EVD  
Herr Beglinger, Finanz-und Wirtschafts-  
dienst EDA  
Herr Stücheli, EDA

Kommissionssekretär : Herr A. Aebi  
Protokoll: I. Stauffer(d), H. Bässler (f)

### 3. Vorbereitung der Sitzung vom 10./11. Februar 1992

Präsident: Vom 26. bis 28. Februar haben wir ja für den EWR zweieinhalb Sitzungstage vorgesehen; es ist jetzt eine schwierige Frage, ob wir diese Tag noch freihalten wollen oder nicht. Es ist kaum wahrscheinlich, dass wir dann über den EWR sprechen können; aber es können auch Wunder geschehen.

Wyss Paul: Wir könnten noch abwarten bis Ende Januar. Wenn bis dahin nicht paraphiert wurde, würde die Sitzung fallen gelassen.

Vollmer: Die Sitzung von heute war sehr unbefriedigend in dem Punkt, dass wir keine Zeit hatten, uns über die Berichte der Experten auszusprechen. Unter Umständen können wir die Termine von Ende Februar gebrauchen für Traktanden, die an der nächsten Sitzung zu kurz kommen.

Präsident: Sie haben natürlich recht. Andererseits hatten wir beschlossen, dass es sich heute in erster Linie um Orientierungen handelt.

Frau Bär: Ich schlage vor, den Entscheid über die Februartermine am Schluss der nächsten Sitzung zu fällen, wenn wir klarer sehen, was noch zu behandeln ist.

Präsident: So beschlossen. Am 10./11. Februar schlagen wir Ihnen eine zweitägige Sitzung mit folgenden Traktanden vor: - Konstituierung einer Europakommission - Doppelbesteuerungsabkommen mit Polen - Zolltarifische Massnahmen 1991 - Aussenwirtschaftsbericht 1991 - Orientierungen durch das EDA - Aktualitäten. Im Rahmen der Beratung des Aussenwirtschaftsberichtes, wo ja auch die GATT-Fragen behandelt werden, könnten wir die interessierten Wirtschaftsverbände wie z.B. Vorort, Gewerkschaftsbund, Bauernverband und Gewerbeverband zu einer Anhörung einladen.

Frau Bäumlin: Es müssten dann auch Entwicklungshilfeorganisationen angehört werden.

Wyss Paul: Ich finde die Idee gut; aber es ist für die Experten schwierig, in einer Viertelstunde allgemein etwas zu einem so grossen Traktandum wie dem Aussenwirtschaftsbericht auszusagen. Sinnvoller schiene es mir, wenn wir anlässlich der Diskussion Fragen aufwerfen würden, die wir dann gezielt einer bestimmten Gruppe stellen.

Frau Grendelmeier: Wenn wir das so ausweiten, gibt es vor allem eine GATT-Debatte. Dazu müssten wir wohl die Reservedaten von Ende Februar beibehalten.

Präsident: Gegen die Traktanden besteht keine Opposition. Jetzt müssen wir noch über den Beizug von Interessenvertretern entscheiden. - Wir lassen das vorläufig offen und laden auf die nächste Sitzung niemanden ein. - Als letztes stellt sich die Frage, welche Aktualitäten traktandiert werden sollen.

Frau Segmüller: Ich schlage eine Orientierung über die Beziehungen zu China vor. Es hat ja dort ein Besuch einer Schweizer Delegation bezüglich Menschenrechte

stattgefunden. Warum genau, und was hat das gebracht? Auch der offenbar vorgesehene Besuch von Li Peng in der Schweiz wäre ein Grund für eine Orientierung.

Schaller: Ich nehme diesen Vorschlag gerne auf, möchte aber nur sagen, dass bei der letzten Sitzung Herr Vigny bereit stand, um über diese Reise zu sprechen. Aus Zeitgründen ist er dann unverrichteter Dinge wieder in sein Büro zurück gegangen.

Frau Bäumlin: Ich unterstütze diesen Antrag.

Frey Walter: In Algerien hat sich eine interessante Lage ergeben. Vielleicht wäre eine Beurteilung durch das EDA interessant, denn da braut sich in der Nähe von Europa etwas zusammen, das Sprengpotential hat.

Frau Bäumlin: Auch die Lage in Jugoslawien sollte man traktandieren.

Präsident: Das gehört zu den Aktualitäten. Auf den Antrag von Herrn Wyss hin haben wir ja ganz klar festgehalten, dass im Traktandum "Aktualitäten" zuerst ein Vertreter des EDA aus der Sicht des Bundesrates orientiert, was im Moment im Vordergrund steht; nachher folgen die traktandierten Aktualitäten, in unserem Falle China und Algerien. Ob Jugoslawien auch dazu kommt, überlassen Sie bitte uns, damit wir bei der Planung noch einen gewissen Spielraum haben.

Bircher Silvio: Ich schlage vor, am 10. Februar erst um 13 Uhr zu beginnen und zwischen 19 und 20 Uhr aufzuhören. Erfahrungsgemäss macht sich gegen Abend oft eine zu grosse Erschöpfung breit, die sich dann auch auf den nächsten Tag auswirkt. Ausserdem ist dann der Abend nicht mehr zu benutzen.

Präsident: Ich möchte gerne an meinem Antrag festhalten: 09.30 - ca. 18.00 Uhr und 08.00 - ca. 13.00 Uhr.

#### 4. Verschiedenes

Präsident: Am Tag nach der letzten Sitzung erschien im "Nouvel Quotidien" ein recht grosser Artikel, wo Details über die Kommissionssitzung zu lesen waren. Ich bitte Sie, Namen und Zahlen, die hier erstmals genannt wurden, nicht unbesehen weiterzugeben. Informationen aus unseren Sitzungen sind mit grösster Zurückhaltung zu geben, was nicht heisst, dass sie nicht ihre Meinung zu einem Thema sagen dürfen.

Schluss der Sitzung 12.20 Uhr

Vertraulich/Confidentiel

Bern, den 6. Februar 1992

NATIONALRAT

Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 3 der Sitzung vom 17. Januar 1992  
9.00 - 12.20 Uhr  
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TAGESORDNUNG 5. Anhörung von Frau Monique Dubois, SNB  
zu den Themen :- Auswirkungen des EWR  
auf die Schweizerische Geld- und  
Währungspolitik  
- Auswirkungen einer Europäischen  
Währungsunion auf die Schweiz  
(übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 5. Audition de Mme Monique Dubois, BNS, sur  
les thèmes suivants :- conséquences du  
Traité EEE sur la politique monétaire de  
la Suisse  
- conséquences d'une Union monétaire  
européenne sur la Suisse  
(autres objets à l'ordre du jour voir  
procès-verbal principal)

## TEILNEHMER

Präsident : Rychen  
Anwesende Mitglieder : Bär, Bäumlín,  
Berger, Bircher Silvio, Bortoluzzi (ersetzt  
Fischer-Hägglín), Caccia, Cavadini  
(ersetzt Aubry), Columberg, Frey Walter,  
Grendelmeier, Haller, Maitre, Matthey  
(ersetzt Ziegler), Mauch Rolf (ersetzt Frey  
Claude), Moser, Mühlemann, Nabholz,  
Rebeaud, Ruffy, Scheidegger, Segmüller,  
Stamm Judith (ersetzt Oehler), Steffen,  
Vollmer, Wyss Paul  
Entschuldigt : Eggly  
Andere Teilnehmer :  
- Traktandum 1 :  
Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA  
Botschafter Ducrey, EDA  
Minister Godet, EDA  
- Traktandum 2 :  
Staatssekretär Blankart, Direktor BAWI/EVD  
Botschafter Kellenberger, Chef  
Integrationsbüro, EDA/EVD  
- Traktanden 1,3,4 :  
Herr Schaller, Generalsekretär EDA  
- Traktandum 5 :  
Frau Dr. Monique Dubois, Stv. Direktorin  
des Ressorts Intern. Währungsbeziehungen der  
SNB  
Herr Colombo, Stv. Chef Integrationsbüro  
EDA/EVD  
Herr Beglinger, Finanz-und Wirtschafts-  
dienst EDA  
Herr Stücheli, EDA  
Kommissionssekretär : Herr A. Aebi  
Protokoll: I. Stauffer (d), H. Bässler (f)

## 5. Anhörung von Frau Dr. Monique Dubois

Der Bundesrat wird Ihnen - wenn die Schwierigkeiten mit dem Europäischen Gerichtshof bereinigt werden können - den Vertrag über den EWR vorlegen, und über kurz oder lang wird auch ein EG-Beitritt zur Diskussion stehen. Ein EG-Beitritt würde natürlich bedeuten, dass die Schweiz auch der Europäischen Währungsunion beitreten würde; man muss damit rechnen, dass diese zustande kommt.

### **1. Monetäre Auswirkungen des EWR auf die Schweiz**

Wie Sie wissen, sieht der EWR die Liberalisierung des Güter-, Dienstleistungs-, Personen- und Kapitalverkehrs im Raume der EG- und EFTA-Länder bis Anfang 1993 vor. Die Geld- und Währungspolitik ist nicht Gegenstand des EWR-Vertrages. Auch wurde in der Entwicklungsklausel, wonach der EWR-Vertrag später auf weitere Bereiche ausgedehnt werden könnte, die Koordinierung der Wirtschaftspolitik - und somit der Geldpolitik - nicht explizit erwähnt. Die Geld- und Währungspolitik würde demnach durch den EWR nicht direkt beeinflusst.

Es stellt sich aber die Frage, ob - vor allem durch die Liberalisierung des Kapitalverkehrs - nicht indirekte Auswirkungen zu erwarten wären. Zwei Fragen stehen dabei im Vordergrund: 1. Würde der EWR zu einem Anstieg der schweizerischen Zinssätze auf ein europäisches Niveau führen? 2. Würde der EWR indirekt die schweizerische Geldpolitik beeinflussen?

1. Würde die "Zinsinsel" Schweiz weiterbestehen? Die Hypothese, wonach eine Liberalisierung der Kapitalmärkte zu einer Angleichung der Zinssätze führen würde, kann nicht überzeugend belegt werden. Diese Liberalisierung ist nämlich schon lange im Gange, und obwohl wichtige Finanzplätze wie z.B. London, New York und auch die Schweiz schon lange weitgehend liberalisiert sind, hat man eine solche Zinsannäherung nicht festgestellt. Wo sie stattfand, hatte sie in der Regel andere Gründe. Die Grafik Zinssatzdifferenz (Anhang 1) zeigt die Differenzen zwischen den Zinssätzen in Deutschland - die in der EG die Hauptrolle spielen - und jenen in der Schweiz. Seit der Einführung der Währungskonvertibilität Ende der fünfziger Jahren hat die Zinsdifferenz immer ungefähr 2 Prozent betragen. Sowohl bei den langfristigen als auch bei den kurzfristigen Zinsen ist keine Tendenz zur Abnahme der Differenz festzustellen.

Der wichtigste Grund für die Zinsdifferenz bildet das Wechselkursrisiko. Dieses hängt in erster Linie von der Stabilitätspolitik des jeweiligen Landes ab. Der Ruf des Schweizer Frankens, eine stabile Währung zu sein, ist natürlich abhängig von unserer Fähigkeit, die Inflation unter Kontrolle zu halten. Ein weiterer Grund ist vermutlich die Aversion des Schweizer gegen das Wechselkursrisiko - er legt sein Geld überwiegend in Schweizer Franken in der Schweiz an -, verbunden mit einer sehr hohen Sparneigung. Unsere Sparneigung beträgt etwa 23 Prozent des Bruttoinlandproduktes gegenüber 14 Prozent in Deutschland und einer durchschnittlichen Sparneigung von weniger als 10 Prozent in den anderen EG-Ländern. Auf andere Gründe für die relativ tiefen Zinssätze wie z.B. das Bankgeheimnis oder die politische Stabilität möchte ich nicht näher eingehen.

2. Ist anzunehmen, dass der EWR die schweizerische Geldpolitik beeinflussen würde? Ich glaube, dass die zusätzliche Kapitalmobilität die Fähigkeit, eine auf Preisniveaustabilität ausgerichtete Geldmengenpolitik zu verfolgen, nicht erschweren würde. Sie macht sie auch nicht überflüssig. Im Gegenteil, es gibt Argumente, wonach die Wirksamkeit der Geldpolitik in liberalisierten Märkten noch grösser ist. Die Kehrseite dieser erhöhten Wirksamkeit ist allerdings auch eine grössere Empfindlichkeit gegenüber monetären Störungen. Diese kann sich dann äussern in Wechselkursschwankungen. - Der Liberalisierungsprozess ist schon lange im Gang; trotzdem war es möglich, eine Geldpolitik durchzuführen. Die Schwierigkeiten, die die Nationalbank in den letzten Jahren mit der Geldpolitik hatte, haben überwiegend andere Gründe. Sie hängen stark zusammen mit wesentlichen Innovationen in unserem Finanzsystem, mit der Einführung des elektronischen Zahlungsverkehrssystems und der Einführung neuer Liquiditätsvorschriften. Dies hat dazu geführt, dass die Geldmengenaggregate nicht mehr interpretierbar waren und dass die Nationalbank eine zu expansive Geldpolitik verfolgt hat. Solche Finanzinnovationen sind aber keine Dauererscheinung; Probleme solcher Art sind in der Geschichte der Geldmengenpolitik, die wir seit 1975 verfolgen, erstmals aufgetreten.

Zusammenfassend kann man sagen, dass der EWR auf die Geld- und Währungspolitik der Schweiz keine signifikanten Einflüsse hätte. Weder muss man damit rechnen, dass die Zinssätze auf ein europäisches Niveau ansteigen noch damit, dass die Geldpolitik gegenüber heute wesentlich erschwert würde. Die Beurteilung der Auswirkungen des EWR darf aber nicht isoliert von der Frage erfolgen, ob dieser ein Endziel ist oder eine Vorstufe zur Währungsunion. Wenn der EWR eine Vorstufe ist, muss die Beurteilung auch die Auswirkungen der späteren Währungsunion miteinbeziehen.

## **2. Auswirkungen einer Europäischen Währungsunion auf die Schweiz**

Die Beteiligung der Schweiz an der Währungsunion hätte direkte und sehr grundlegende Auswirkungen auf unser Land, nämlich die Abschaffung des Schweizer Frankens und den Verzicht auf eine autonome Geldpolitik. Obwohl diese Geldpolitik in einer kleinen, offenen Volkswirtschaft keine absolute Autonomie sein kann, verschafft sie uns doch gewisse Vorteile. Die Geldpolitik würde dann an die Europäische Zentralbank übertragen.

Der Beitritt zur EG würde in einem ersten Schritt die Teilnahme am Europäischen Währungssystem (EWS), einem System fixer, aber anpassungsfähiger Wechselkurse bedeuten. Wie Sie wissen, müssen im EWS bilaterale Wechselkurse mit einer Bandbreite von +/- 2.25 Prozent verteidigt werden; dies würde also die Rückkehr der Schweiz zu einem System fester Wechselkurse bedeuten. Die Situation wäre etwas anders als im Fixkurssystem, das wir vor 1973 hatten; denn damals haben wir den Wechselkurs freiwillig und autonom fixiert, weil wir nicht Mitglied des Bretton-Woods-Systems waren. Im EWS müssten Wechselkursänderungen im gegenseitigen Einvernehmen beschlossen werden.

Die Teilnahme an der Europäischen Währungsunion würde eine fundamentale Veränderung bedeuten. Ich greife drei Aspekte heraus: 1. Inhalt einer Europäischen Währungsunion - 2. Beurteilung und Verwirklichungschancen. - 3. Auswirkungen auf die Schweiz.

1. Wie Sie wissen, wurde im Dezember 1991 in Maastricht beschlossen, den Römer Vertrag so anzupassen, dass eine Wirtschafts- und Währungsunion bis spätestens 1999 geschaffen werden kann. Bis dahin soll ein Europäisches Zentralbankensystem geschaffen werden, welches eine Europäische Einheitswährung, den ECU, einführt und eine einheitliche Geldpolitik verfolgt. Die Währungsunion soll in drei Phasen verwirklicht werden: Die erste Phase, die vor allem die Liberalisierung der Kapitalmärkte beinhaltet, ist schon seit 1990 im Gange. Die zweite Phase würde anfangs 1994 beginnen und die Schaffung eines Europäischen Währungsinstitutes vorsehen, das Vorbereitungen für die eigentliche Währungsunion schaffen soll. Dieses Währungsinstitut soll aber keine geldpolitischen Kompetenzen erhalten. Erst in der dritten Phase sollen die geldpolitischen Kompetenzen an das Europäische Zentralbankensystem übergehen, das aus einer Europäischen Zentralbank und den nationalen Zentralbanken bestehen soll. Im wichtigsten Entscheidungsgremium, dem Gouverneursrat, wären neben anderen Personen auch die Gouverneure der nationalen Notenbanken vertreten. Explizites Ziel der Währungsunion ist die Gewährleistung der Preisniveaustabilität. Die Instrumente der Europäischen Zentralbank wären die üblichen, also vor allem die Offenmarktpolitik, d.h. der An- und Verkauf von Wertpapieren zur Schaffung und Vernichtung von Geld. Für Vereinbarungen über die Wechselkurspolitik gegenüber Drittländern wäre der EG-Rat zuständig, hinter dem die nationalen Regierungen stehen. Das ist in allen Ländern so; auch in der Schweiz befindet der Bundesrat über die Teilnahme an einem Fixkurssystem, das vertraglich geregelt werden muss. Auch wo die Währungsunion flexible Wechselkurse gegenüber Drittländern hätte, würden die wechselkurspolitischen Handlungsrichtlinien wesentlich vom EG-Rat bestimmt. Das ist ein Unterschied zu der Regelung, wie wir sie in der Schweiz haben, wo die Nationalbank - zwar im Konsens mit dem Bundesrat - autonom ihre Interventionen bestimmt. Der EG-Rat würde die Notenbank konsultieren, hätte aber letztlich die Verantwortung. - Wichtig sind auch die Regelungen, die die Unabhängigkeit der Europäischen Zentralbank betreffen, und die Bestimmung, dass sie Regierungen keine direkten Kredite gewähren darf.

Man kann sagen, dass auf dem Papier die Statuten der Europäischen Zentralbank dem klassischen Muster einer modernen Notenbank entsprechen. Aber das beste Gesetz versagt natürlich, wenn die Interessen der Beteiligten zu unterschiedlich sind. Eine Währungsunion kann nur funktionieren, wenn alle Länder sie wirklich wollen, d.h. wenn die Länder eine ähnliche wirtschaftliche Situation haben und ähnliche wirtschaftliche Prioritäten setzen. Sonst wird es Spannungen geben, und die einzelnen Länder werden Mittel und Wege finden, auszuweichen. Die Währungsunion setzt ein hohes Mass an wirtschaftlicher Konvergenz voraus. Im neuen EG-Vertrag sind präzise Konvergenzkriterien formuliert. Diese Kriterien beziehen sich auf die Inflationsrate, auf die Höhe der Staatsverschuldung, das Haushaltsdefizit, das Zinsniveau und die Wechselkursfluktuationen. Der Entscheid, eine Währungsunion einzuführen, kann Ende 1996 gefällt werden, falls die Mehrheit der Länder diese Kriterien erfüllen. Wenn dies nicht der Fall ist, würde die Währungsunion 1999 eingeführt, und zwar auch dann, wenn nur eine Länderminderheit die Kriterien erfüllt.

2. Beurteilung und Verwirklichungschancen der Währungsunion: Wie gesagt, die Statuten des Europäischen Zentralbankensystems entsprechen einer modernen Notenbank. Ein Problem sehe ich allerdings bei der Wechselkurspolitik gegenüber Drittländern. Die wechselkurspolitischen Kompetenzen sollten im wesentlichen nicht - wie vorgesehen - beim EG-Rat, sondern bei der Zentralbank liegen; denn nationale

Pressionen könnten sehr stark sein, und die Europäische Notenbank sollte über die Handlungsrichtlinien für die laufende Wechselkurspolitik bei flexiblen Kursen unabhängig entscheiden können. Mit der Wechselkurspolitik kann man natürlich die Geldpolitik sehr stark unterlaufen. Zu den Verwirklichungschancen: In den achtziger Jahren konnte man in der EG ein starkes Mass an wirtschaftlicher Konvergenz feststellen. Das trifft vor allem auf die Inflationsraten zu, die in den EG-Ländern in diesem Zeitraum sehr stark abgenommen haben. Man muss aber auch sehen, dass die Situation etwas speziell war: Anfangs der achtziger Jahre waren die Inflationsraten in allen wichtigen Industrieländern ausserordentlich hoch, und die Einsicht, dass man die Inflation bekämpfen muss, war sehr stark vorhanden. Sicher hat eine starke Motivation zu diesem eindrucklichen Inflationsrückgang beigetragen; aber es ist nicht gesagt, dass in Zukunft diese Motivation gleich hoch sein wird. Ein anderes Argument könnte sein, eine aufgeklärte Wirtschaftspolitik kenne den hohen Stellenwert der Preisniveaustabilität - aber das sind Spekulationen. Ich glaube nicht, dass bis 1999 alle EG-Länder diese strikten Konvergenzkriterien erfüllen können. Ein grosses Problem werden die Bestimmungen über die Staatsverschuldung sein. Belgien z.B. hat heute einen Anteil der Staatsschuld von 128 Prozent des Bruttoinlandproduktes, der EG-Richtwert aber liegt bei 60 Prozent. Um die Kriterien zu erfüllen, müssten viele Länder eine deflationäre Politik betreiben. Man kann sich auch fragen, wie realistisch diese Kriterien überhaupt sind. Es ist denkbar, dass diese Kriterien nur vorübergehend - im Hinblick auf den Uebergang - eingehalten werden, oder dass die Statistiken entsprechend aufbereitet werden.

Ein Problem ist natürlich auch, dass man in einer Währungsunion auf den Wechselkurs, der bei aussenpolitischen Ungleichgewichten ein flexibles Instrument zur Anpassung darstellt, verzichtet. Wenn man die Währungsunion zu früh einführt und die Preise und Löhne unflexibel sind, könnte das bedeuten, dass Wirtschaftsregionen, die weniger wettbewerbsfähig sind, Arbeitskräfte und Kapital an produktivere Gebiete verlieren. Eine Wechselkursabwertung könnte in einer solchen Situation einen Teil der Anpassungslast übernehmen. Die Schlussfolgerung ist, dass man eine Währungsunion nicht zu früh einführen sollte, sondern erst, wenn die Länder die Konvergenz wirklich erreicht haben.

3. Auswirkungen auf die Schweiz: Bei einem Beitritt zur EG würde der Schweizer Franken durch den ECU ersetzt, und die Schweiz würde die Geldpolitik an die Europäische Zentralbank abgeben. Damit würde sie die Kontrolle über das Ausmass der Inflationsbekämpfung, aber auch über die Art und Weise der Inflationsbekämpfung verlieren. Die Bewertung des Verlustes unserer - relativen - Autonomie hängt davon ab, ob man glaubt, dass die Europäische Zentralbank auf die Dauer die Inflation wirksamer bekämpfen kann als die Schweizerische Notenbank. Bei dieser Beurteilung darf natürlich nicht allein auf die aktuelle Inflationsrate abgestellt werden, die, wie bereits ausgeführt, das Resultat einer Ausnahmesituation ist. Die Graphik über die Konsumentenpreise (Anhang 2) zeigt die unterschiedliche Inflationsrate in der EG, der BRD und der Schweiz. Sie sehen, dass im letzten Jahr die Inflation in der Schweiz sogar höher war als in der EG; aber wenn man auf einen längeren Zeitraum abstellt, war diese Rate immer tiefer als in der EG.

Auch in bezug auf die Art und Weise der Inflationsbekämpfung wäre die Schweiz nicht mehr frei, das heisst vor allem, dass das Tempo der Massnahmen nicht mehr in ihrer Hand wäre. Auch die Instrumentenwahl, die Mischung von Fiskal- und Geldpolitik,

wäre kein Entscheid der Schweiz mehr. Wir haben es immer vorgezogen, die Inflation schrittweise abzubauen, mit Rücksicht auf die Konjunktur; das wäre dann nicht mehr möglich. - Wie gut sind die Chancen, dass die Schweiz in Zukunft eine bessere Geldpolitik machen kann als die Gemeinschaft? Es gibt Hinweise dafür, dass diese Chancen gut wären; denn bei der Geldpolitik müssen wir nicht Rücksicht nehmen auf andere Länder. Ich gehe davon aus, dass im Gegensatz zur Schweiz Länder, die einen geringeren wirtschaftlichen Entwicklungsstand haben, die Priorität eher auf das Wachstum setzen, auf Kosten der Preisniveaustabilität. Wenn die Europäische Währungsunion dann einen grösserem Kreis von Ländern einschliesst, vor allem in Südeuropa, besteht sicher die Gefahr, dass die Inflationsbekämpfung weniger prioritär sein könnte als in der Schweiz. Ein Indiz in diese Richtung ist, dass vor allem südeuropäische EG-Länder sehr stark auf die Währungsunion drängen und die deutsche Dominanz im EWS sehr beklagen. In den achtziger Jahren hat nämlich die deutsche Geldpolitik das Geschehen im EWS dominiert, und die anderen EG-Länder haben nicht abgewertet - obwohl sie das hätten tun können -, weil die Abwertung einen Verlust des Vertrauens in die Stabilität einer Währung bedeutet. Die südeuropäischen Länder drängen nun sehr stark auf eine Währungsunion, in der nicht mehr die deutsche Bundesbank bestimmt, sondern alle Länder gemeinsam. Das ist eine fundamentale Aenderung, und es besteht die Chance, dass eine von allen Ländern konzipierte Geldpolitik weniger stabilitätsorientiert ist als die bisherige.

Sehr schwierig wird die Geldpolitik natürlich in der Uebergangszeit zur Währungsunion sein. Es wird sehr schwierig sein, die Indikatoren zu interpretieren, weil die Erwartung der Schaffung der Währungsunion hier mitspielt. In dieser Uebergangszeit könnte es von Vorteil sein, relativ autonom zu bleiben.

Ein integrationspolitischer Alleingang der Schweiz hätte - nur aus monetärer Sicht - den Vorteil, dass wir bei der Gestaltung der Geldpolitik freier wären als in der EG. Auch hier hängt die Beurteilung stark ab von den Chancen, die man der Europäischen Zentralbank gibt, eine stabilitätsorientierte Politik zu verfolgen. Wenn es ihr nicht gelingt, die Inflation unter Kontrolle zu behalten, wäre die Situation für uns im Alleingang natürlich gefährlich; denn dies könnte zu einer massiven Flucht aus dem ECU in den Schweizer Franken führen und damit zu einer Geldaufwertung wie Ende der siebziger Jahre, als wir in grosse Schwierigkeiten gekommen sind. Bei grossen Problemen sind wir so oder so nicht absolut geschützt; aber unter normalen Verhältnissen würde uns diese Restautonomie in der Geldpolitik doch einen gewissen Vorteil bringen.

Es ist nicht gesagt, dass wir unter normalen Verhältnissen mit enormen Wechselkursbewegungen rechnen müssen. Die dritte Graphik (Anhang 3) zeigt die Entwicklung von DM- und ECU-Kurs in Schweizer Franken. Sie zeigt, dass wir seit 1982 eigentlich keine enormen Wechselkursschwankungen hatten, abgesehen von 1989, wo das Problem hausgemacht war. Der Alleingang heisst also nicht, dass die Wechselkurse enorm schwanken müssen, oder dass wir von daher Restriktionen bei der Geldpolitik hätten. Es hängt alles davon ab, wie die Stabilitätspolitik gestaltet ist.

Der Vorteil einer Beteiligung an der Währungsunion liegt natürlich im Wegfall von Wechselkurs-Umtauschkosten und des Wechselkursrisikos. Diesem Vorteil steht der Nachteil gegenüber, dass wir die Restautonomie in der Geldpolitik ganz verlieren würden und den Schweizer Franken abschaffen müssten. Das hätte auch die Anhebung

des Zinsniveaus auf ein europäisches Niveau zur Folge. Aus der Sicht der Nationalbank wiegen natürlich diese Nachteile schwer.

Die Auswirkungen des EWR auf die Geldpolitik sind kein schwerwiegendes Problem; aber die Eingliederung in die Währungsunion hätte eine fundamentale Aenderung unserer monetären Situation zur Folge, die man, für sich allein, nicht sehr positiv werten kann. Aber es ist klar, dass eine Beurteilung auf einer viel weiteren wirtschaftlichen Basis erfolgen muss.

Frey Walter: Haben Sie nicht auch das Gefühl, dass in einem EWR eine Anpassung an die höheren Zinssätze in den anderen EWR-Ländern für die Schweizer Banken eine starke Versuchung wäre? Damit würde die "Zinsinsel Schweiz" doch ein wenig erodiert und ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil der Schweizer Wirtschaft preisgegeben.

Unser Bundespräsident Felber hat sich berufen gefühlt, dem "Tagesanzeiger" ein Interview zu geben, in dem er wortwörtlich gesagt hat, dass eine Währungsunion keine Probleme schafft, dass das einzige Problem wäre, dass unsere Schweizer Banknoten mit eigenem Sujet nachher ein ECU-Zeichen hätten. Ihre Ausführungen gehen klar in eine andere Richtung. - Warum hat die Schweizer Nationalbank gegen diese Fehlinformation nicht protestiert?

M. Cavadini: Dans ce domaine complexe, notre monnaie est un moyen de mesurer la puissance économique du pays. Un pays dont l'économie est saine a une monnaie forte, alors qu'un pays dont l'économie est faible aura une monnaie faible. Malgré le rapprochement qui se produira entre les pays membres de la CEE, on ne pourra pas empêcher que certains pays connaissent un taux de développement plus fort que d'autres. Avec l'avènement d'une monnaie unique, comment celle-ci pourra-t-elle représenter des situations économiques différentes? Etant donné que les taux de change ne subsisteront plus pour permettre de rectifier l'évolution du cours de la monnaie dans les différents pays, ce système ne risque-t-il pas d'éclater ?

Vollmer: Frau Dubois, Sie haben zum Ausdruck gebracht, dass die Nationalbank sich gegen die Integration der Schweiz in eine Währungsunion stellen wird. Man muss davon ausgehen, dass die Währungsunion eine zwingende Zielsetzung eines integrierten Europa darstellt, jedenfalls innerhalb der EG. Bedeutet das nun, dass die Nationalbank gegen eine Integration der Schweiz in die EG ist?

Sie haben den Begriff der "Restautonomie" erwähnt. Gäbe es diese Restautonomie noch, wenn die Währungsunion verwirklicht wird? Sie scheint ja nur dann zu bestehen, wenn die Geldpolitik der EG und der Schweiz miteinander harmonisieren; wenn das Gefälle zu gross würde, wäre sie in Frage gestellt. Machen wir uns da nicht etwas vor? Wir können es uns ja nicht leisten, unterschiedliche Geldpolitiken zu haben. Darum scheint mir der Begriff der Restautonomie sehr fragwürdig.

M. Rebeaud : A propos de la question posée par M. Cavadini, je viens de lire un article sur les disparités régionales en Europe : les différences de puissance économique d'une région à l'autre à l'intérieur des Etats européens sont plus grandes qu'entre les Etats proprement dits. L'Union économique a donc probablement peu d'influence sur l'élimination des disparités régionales.

En considérant la question monétaire, on entre trop dans des détails alors que le domaine échappe à toute prévision. Il serait plus simple d'avoir une stabilité des changes, donc une monnaie unique.

A-t-on pu observer, dans l'histoire de la Suisse, que l'existence de l'unité monétaire suisse a contribué automatiquement à égaliser les conditions de vie des Zurichois et des Valaisans, ou des Bernois et des Jurassiens, dont les situations économiques respectives étaient à l'origine différentes ?

Les instruments utilisés en Suisse pour mesurer les disparités régionales en matière économique ne pourraient-ils pas être utilisés dans les pays d'Europe avec une monnaie unique ?

Frau Grendelmeier: 1. Gehe ich recht in der Annahme, dass die Nachteile, die Sie schildern, nicht ein wirkliches Problem sind, sondern dass es sich eher um ein psychologisches Problem handelt, d.h. dass durch den Verlust des Schweizer Frankens der Nationalstolz gekränkt würde und die Nationalbank einen realen Machtverlust befürchten müsste? 2. Ich habe gehört, dass bereits in den zwanziger Jahren dieses Jahrhunderts eine Art Währungsunion bestanden haben soll, aber nur für sehr kurze Zeit. Stimmt das, und wenn ja, weshalb hat man nicht darauf bestanden?

M. Matthey : Mme Dubois vient de nous présenter les problèmes sous l'angle monétaire. A la réflexion, nous ne devrions pas nous fixer sur cet aspect du problème, car en définitive, la CEE a aussi comme objectif une certaine harmonisation des conditions de développement des pays. Rappelons la politique de cohésion qui préside à l'activité de la CEE, et qui doit aboutir à ce que les pays, notamment du Sud de l'Europe, connaissent une croissance économique qui rejoigne petit à petit celle des pays plus riches. Cela est d'ailleurs important du point de vue des migrations. L'autre élément est la solidarité de notre développement avec celui de l'Europe : si la CEE intègre d'autres pays, notamment ceux de l'AELE, les proportions d'exportations par rapport aux importations dans notre pays vont être modifiées. Le développement de notre pays va d'autant plus dépendre du développement de la CEE. Nous ne pouvons donc pas nous soustraire à la solidarité au niveau européen, et l'analyse du point de vue uniquement monétaire me semble trop restreinte.

Frau Dubois: Generell möchte ich Stellung nehmen zu zwei Fragen, zur Frage der regionalen Disparitäten und zur Frage der Kohäsion. Es war meine Aufgabe, mögliche monetäre Auswirkungen darzustellen, die - ich betone das nochmals - nur einen Teilaspekt darstellen. Sobald Sie ein weiteres Spektrum von Fragen einbeziehen, ist es nicht so klar, dass die Nationalbank gegen einen Beitritt ist. - Würden sich die regionalen Disparitäten vergrössern oder verkleinern? Ich kann nur sagen: Das Instrument der Wechselkursanpassung kann mithelfen, dass eine wirtschaftlich schlechter gestellte Region überlebt; indem man abwertet, erhöht man deren Wettbewerbsfähigkeit. Aber letztlich ist die Währungsunion sehr stark eine Frage des politischen Willens, ein gemeinsames Gebilde zu schaffen, in dem man dann auch bereit ist, die schwächeren Regionen mit Zahlungen, mit Subventionen, mit Hilfen aller Art zu unterstützen. Deshalb hat es mir immer eingeleuchtet, als man sagte, dass die Währungsunion gleichzeitig mit der politischen Union realisiert werden müsse. Leider hat man diese Parallelität etwas aufgegeben, weil man in der politischen Union noch nicht so weit ist. Man sieht es auch in Osteuropa: Sowohl in der ehemaligen Sowjetunion als in Jugoslawien ist das erste, was die jungen Republiken machen, die Einführung einer eigenen Währung. In der EG geht man den umgekehrten Weg. Aber

der Wille zu einer gegenseitigen Unterstützung ist essentiell für das Funktionieren einer Währungsunion. Dass es stärkere und schwächere Teilnehmer an einem Wirtschaftsraum gibt, ist nicht nur in der EG so, sondern ja auch in der Schweiz. Es braucht eben die Solidarität, den Willen, das zu akzeptieren und zu einer entsprechenden Umverteilungspolitik ja zu sagen.

Neigen die Banken nicht ohnehin dazu, die Zinssätze hinaufzusetzen? Die Liberalisierung des Kapitalverkehrs setzt die Banken unter ganz starken internationalen Druck. Das könnte eher dazu verleiten, die Kommissionen hinunterzusetzen, um dem Wettbewerb standzuhalten. Möglich scheint mir, dass die Banken einen Kostendruck verspüren, der sie dazu führen könnte, die Zinssätze zu erhöhen, vor allem in gewissen Teilmärkten. So stehen sich zwei Argumente gegenüber: einerseits die erhöhten Kosten in liberalisierten Märkten, andererseits der erhöhte Wettbewerb. - So oder so ist die Liberalisierung der Märkte und damit die erschwerte Wettbewerbssituation unserer Banken nicht etwas, was wir wählen können; wir müssen einfach damit fertig werden.

Zu Herrn Vollmer: Die Nationalbank ist nur aus monetären Gründen gegen eine Währungsunion, nicht aus einer integralen Perspektive. Es sei denn, dass man überzeugt davon wäre, dass die Politik der Europäischen Zentralbank für alle Zeiten besser sein wird als die schweizerische Geldpolitik. Dieser Ansicht ist die Nationalbank naheliegenderweise nicht. Die Probleme, die wir in den letzten Jahren hatten, sind Probleme, die wir auch im EWR hätten. Man könnte auch nicht damit rechnen, dass die Gemeinschaft bei der Festlegung ihrer Geldpolitik auf unsere spezifischen Probleme Rücksicht nehmen würde.

Es wäre interessant zu wissen, wie gross die regionalen Disparitäten in der Schweiz wären, wenn wir keine Währungsunion eingeführt hätten. In der EG gab es früher eine Diskussion zwischen den sogenannten Ökonomen und den Monetaristen. Die einen wollten die Währungsunion vor den Integrationswagen spannen und damit eine Beschleunigung des Integrationsprozesses erreichen; die anderen sagen, die Währungsunion sei die Krönung der Integration. In der Schweiz war die Vereinheitlichung der Währung der letzte Schritt. Man hat sich sehr schwer getan mit der Gründung der Nationalbank; es dauerte 75 Jahre von der Gründung des Bundesstaates an bis zur Schaffung der Nationalbank. Der Motor war eindeutig der politische Wille zu einer Union, und ich glaube, dass dies der stabilere Weg ist. Was nun in der EG passiert, ist ein Kompromiss: Man versucht, integrationsbeschleunigende Elemente einer Währungsunion einzufangen, ohne den Bogen zu überspannen und damit das Risiko zu schaffen, dass diese Währungsunion platzt. Wenn das passieren sollte, hätte es verheerende Folgen. Wenn ein Land exzessive Budgetdefizite hätte, müsste es zwar Bussen zahlen; es würde aber die ganze Gemeinschaft sehr stark belasten. Eine solche Situation darf einfach nicht vorkommen.

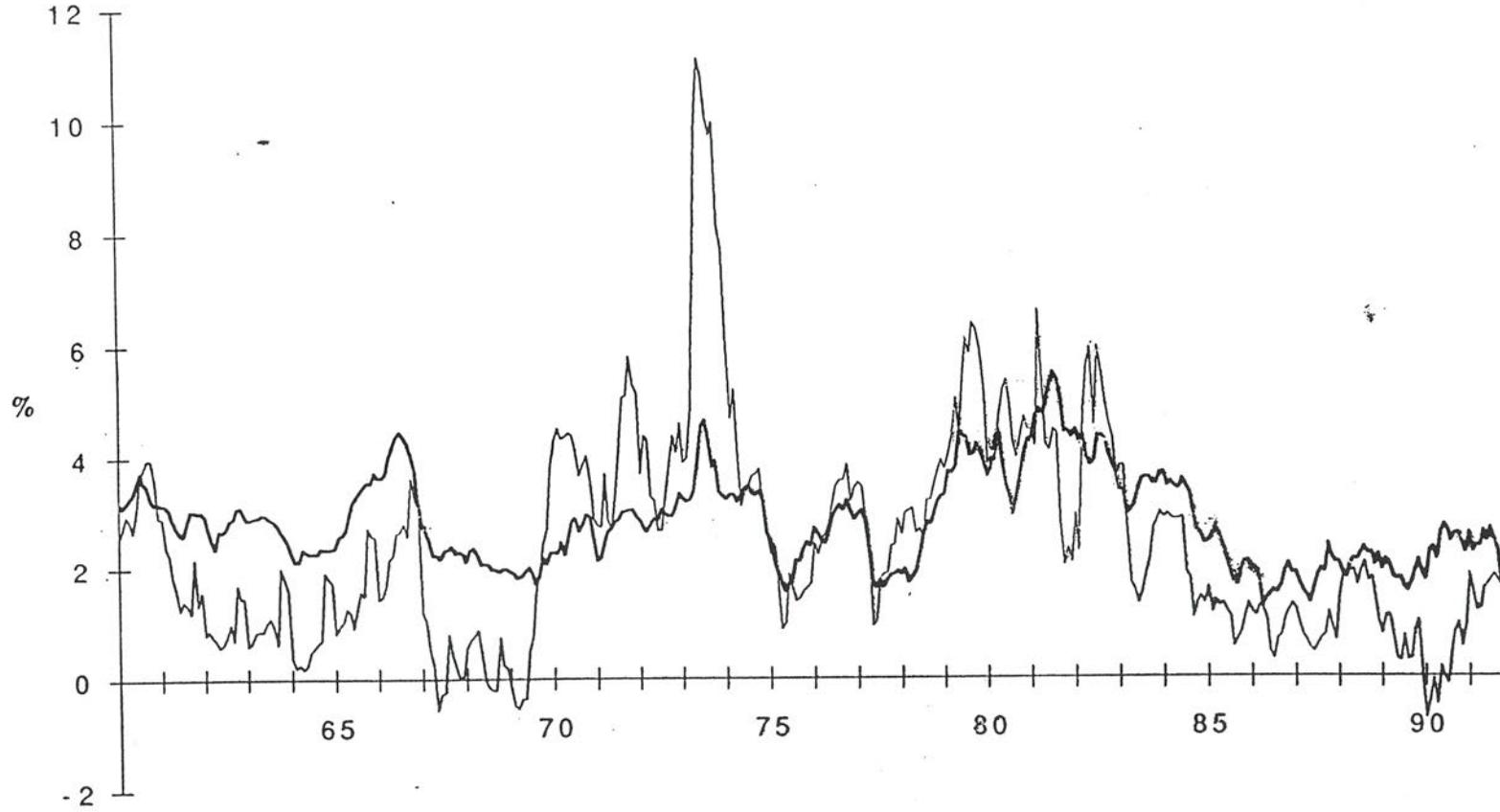
Die Währungsunion ist eigentlich der Versuch, den Integrationsprozess fast irreversibel zu machen. Ein Land, das dauernd exzessive Staatsdefizite hätte, könnte ja nicht gut aus der Gemeinschaft ausgeschlossen werden mit dem Auftrag, wieder eine eigene Währung einzuführen. Das ist fast nicht vorstellbar. Aber wenn eines oder mehrere Länder solche Defizite hätten, würde das auf die Bonität des ECU drücken und die Zinssätze gegen oben treiben. Es wäre eine Last, die alle solidarisch zu tragen hätten.

Wäre der Uebergang zum ECU in erster Linie ein psychologisches Problem? Ich glaube nicht; es gibt da handfeste Argumente. Unsere Restautonomie ist zwar begrenzt, aber unter normalen Verhältnissen ist es ein Vorteil, wenn die Nationalbank die Inflationsrate selber bestimmen kann und nicht eingebunden ist in eine schwerfällige Institution, in der 15 nationale Interessen mitspielen. Sicher sind die Grenzen unserer Autonomie eng gesetzt; aber der verbleibende Spielraum hat seinen Wert.

Zu Frau Grendelmeier: Die Währungsunion der zwanziger Jahre war wohl die lateinische Münzunion, bei der man Silber- und Goldmünzen hatte. Die Tatsache dass diese Währungsunion zusammengebrochen ist, interpretiere ich so, dass der politische Wille, länger zusammenzubleiben, fehlte. Die Münzunion hat nie gut funktioniert.

Der Präsident dankt Frau Dubois herzlich für Ihre interessanten Ausführungen. Die Frage zum Interview mit dem Bundespräsident braucht nicht beantwortet zu werden.

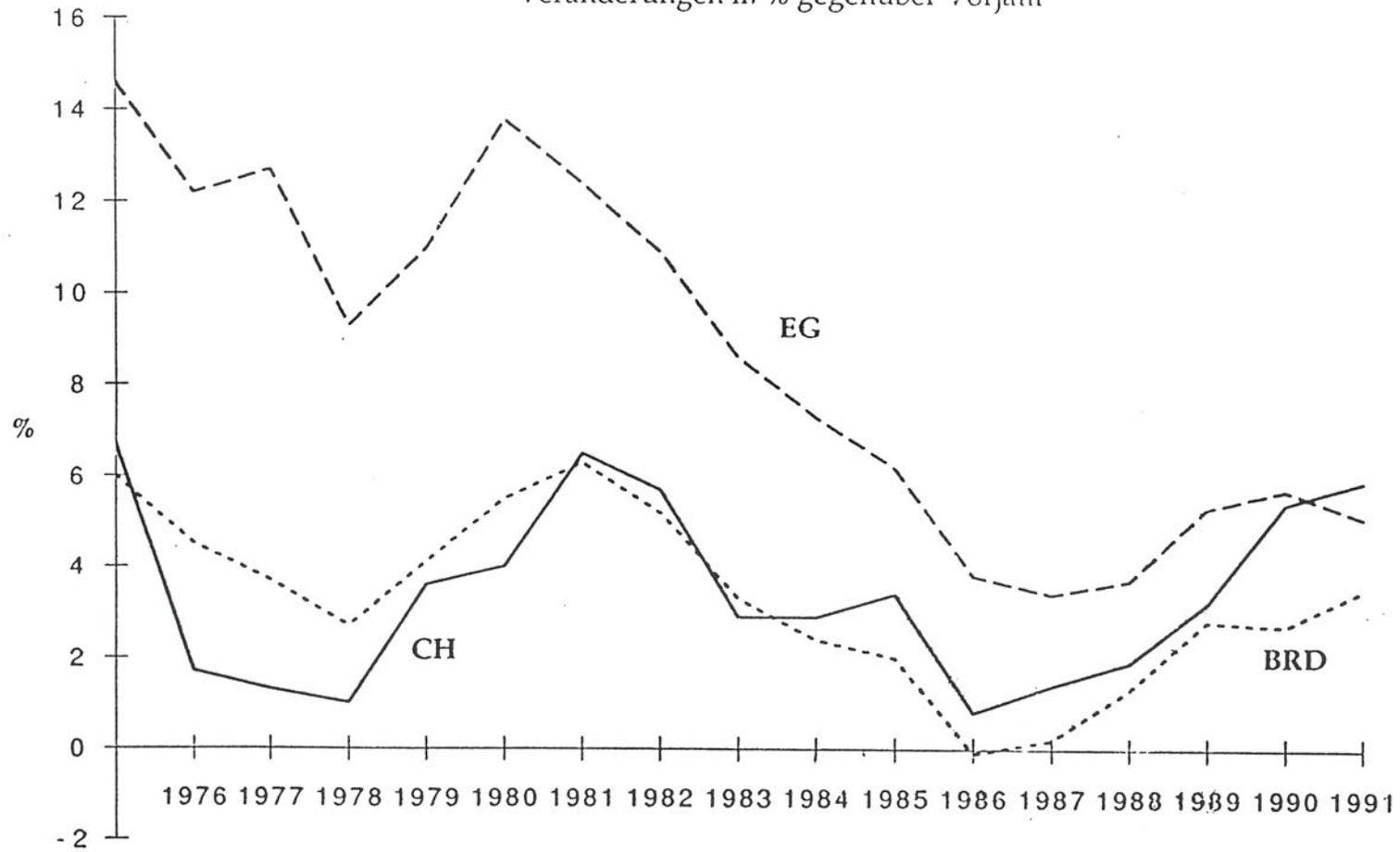
### ZINSSATZDIFFERENZEN (Deutschland minus Schweiz)



— Differenz der Dreimonatszinsätze    — Differenz der langfristigen Zinssätze

# Konsumentenpreise

Veränderungen in % gegenüber Vorjahr



# DM- und ECU-Kurs in Schweizer Franken

Monatsdaten 1978 -1991

